

**ARCHIVES NATIONALES**

**Section des Archives économiques**

**BANQUE DE NEUFLIZE,  
SCHLUMBERGER, MALLET**

**144 AQ**

**2003 058**

**Date d'entrée aux Archives nationales** : 1994.

**Statut juridique** : contrat de dépôt régularisé en 2003.

**Communicabilité** : sur autorisation du propriétaire.

**Nombre d'articles** : 47.

**Métrage linéaire** : 4 m. l.

**Dates extrêmes** : 1713-1984.

**Sources complémentaires** : 44 AQ, 57 AQ et 114 AQ.

**Instrument de recherche** : inventaire détaillé établi par la banque.

Ce fonds complète directement les sous-séries 44 AQ (banque de Neuflyze), 114 AQ (Banque Schlumberger) et 57 AQ (Banque Mallet). « Maisons de banque et de négoce » sous l'Ancien Régime, ces maisons se sont ensuite spécialisées dans le métier bancaire au XIXe siècle ; jouissant d'une grande réputation de sérieux et d'une intégration au réseau protestant, NSM a développé des services patrimoniaux au service d'une clientèle privée et professionnelle choisie.

### **Bibliographie.**

Christian Grand, *Trois siècles de banque*, Paris, 1992.

### **Sources complémentaires.**

44 AQ, 57 AQ et 114 AQ.

65 AQ 1211, avis (1942), spécimen de signature (1928), notice historique (1925).

65 AQ 1216, Cent-cinquantenaire (1950), rapports d'activité (1970-1971), opérations domiciliées (1957-1959).

**144 AQ 1-2. Actes sociaux et papiers fondamentaux des différentes sociétés MALLET.**

## 1 Période 1713-1895 (avec un document de 1959).

Tableau généalogique des associés de la Maison MALLET. 1713-1782.  
Liste chronologique des associés de la Maison MALLET. 1713-1953.  
Liste des raisons sociales et adresses successives de la Maison MALLET. 1713-1792.  
Liste des raisons sociales (avec adresses) de la Maison MALLET. 1720-1800.  
Tableau généalogique des associés de la Maison MALLET. 1782-1959.  
Scripte de la société sous la raison sociale de « MM. Robert DUFOUR, MALLET & Cie », commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1758.  
Scripte de la société sous la raison sociale de « MALLET LE ROYER & MALLET Fils », à Paris, commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1777.  
Comptes de l'hoirie de Robert DUFOUR. 1782.  
Scripte de la société sous la raison sociale de « MALLET Père & Fils », à Paris, commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1782.  
Scripte de la société sous la raison sociale de « MM. MALLET Frères & Cie », qui commencera le 1<sup>er</sup> juillet 1792 (acte du 15 juin 1792 en 3 exemplaires). 1792.  
Scripte de la société sous la raison sociale de « MALLET Père, Fils & Cie », qui commencera le 1<sup>er</sup> juillet 1788 et doit finir le 1<sup>er</sup> juillet 1792 (3 exemplaires). 1788.  
Scripte de la société sous la raison sociale de « MM. MALLET Frères & Cie », commencée le 1<sup>er</sup> vendémiaire de l'An III de la République Française Une et Indivisible + additifs du 30 vendémiaire An V et du 30 décembre 1811 (2 exemplaires). 1794-1811.  
Projet de scripte de société à contracter par les Sieurs Guillaume MALLET, Adolphe-Jacques MALLET son fils aîné, Aimé-Léonard TORRAS et Mme Henriette HOUEL, veuve d'Isaac Jacques MALLET. 1816.  
Acte de société «MM. MALLET Frères & Cie » entre Guillaume MALLET, Adolphe-Jacques MALLET, Aimé-Léonard TORRAS et Mme Marthe-Henriette HOUEL, veuve de Isaac Jean-Jacques MALLET. 30 décembre 1816.  
Extrait de l'acte de société passé le 30 décembre 1816 entre Guillaume MALLET, Adolphe-Jacques MALLET et Aimé-Léonard TORRAS + acte d'enregistrement dudit acte de société. 10 janvier 1817.  
Acte de société «MM. MALLET Frères & Cie » commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1823 pour 8 ans. 1823.  
Prorogation d'un an de la société « MM. MALLET Frères & Cie » devant se terminer le 31 décembre 1830 (nouvelle date). 1830.  
Lettre du 29 novembre 1831 (auteur inconnu) récapitulant l'histoire de la Maison MALLET. 1817-1831.  
Projets de conventions pour remplacer la société « MM. MALLET Frères & Cie » se terminant le 31 décembre 1831 (2 documents). 1831.  
Acte de société sous la raison sociale « MM. MALLET Frères & Cie » commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1832 (3 exemplaires). 1832.  
Prorogation de trois ans de la société « MM. MALLET Frères & Cie » devant se terminer le 30 décembre 1836 (acte du 30 décembre 1836 en 2 exemplaires). 1836.  
Documents divers et correspondance concernant la société « MM. MALLET Frères & Cie » formée en 1840.  
Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1840 (2 exemplaires). 1840.  
Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » dont la durée fixée à 5 ans commence le 1<sup>er</sup> janvier 1849 et finira le 31 décembre 1853 (3 exemplaires). 1849.  
Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » pour une durée de 3 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 1853 au 31 décembre 1855 (3 exemplaires). 1853.  
Note manuscrite concernant un nouvel acte de société à partir du 19 juin 1866.  
Société «MM. MALLET Frères & Cie » .24 décembre 1877.  
Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » du 26 décembre 1884.  
Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » du 11 décembre 1889.  
Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » du 21 décembre 1891.  
Délibération des membres de la société «MM. MALLET Frères & Cie » du 7 juin 1893.  
Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » du 7 décembre 1895.

## 144 AQ 1-2 (suite)

### 2 Période 1901-1927.

Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » des 18 et 19 décembre 1901 (2 exemplaires). 1901.

Dépôt des pièces de publication de la société «MM. MALLET Frères & Cie » du 31 janvier 1902.

Extrait des mutations par décès. 30 septembre 1902.

Société «MM. MALLET Frères & Cie », 24 décembre 1902.

Acte de société sous la raison sociale «MM. MALLET Frères & Cie » du 3 novembre 1902 – Gazette des Tribunaux des 2 et 3 janvier 1903.

Courriers de la Banque de France en date des 7 et 23 février 1903 adressés à « MM. MALLET Frères & Cie ». 1903.

Continuation de la société «MM. MALLET Frères & Cie ». 27 novembre 1903.

Continuation de la société «MM. MALLET Frères & Cie ». 27 et 30 novembre 1903 – 3 et 16 décembre 1903.

Continuation de la société «MM. MALLET Frères & Cie » .18 décembre 1903 et dépôt des pièces de publication du 26 janvier 1904.

Addition aux statuts de la société «MM. MALLET Frères & Cie ».17 décembre 1904.

Société «MM. MALLET Frères & Cie » des 18 et 26 décembre 1906 au 28 décembre 1921.

- acte de société «MM. MALLET Frères & Cie ». 18 et 26 décembre 1906.
- dépôt des pièces de publication. 31 janvier 1907.
- modifications statutaires de la société «MM. MALLET Frères & Cie ». 23 décembre 1908.
- dépôt des pièces de publication. 3 février 1909.
- modification de la société en nom collectif «MM. MALLET Frères & Cie ». 27 décembre 1912.
- dépôt des pièces de publication. 12 février 1913.
- modification de la société «MM. MALLET Frères & Cie ». 9 octobre 1918.
- dépôt des pièces de publication. 3 décembre 1918.
- Modification de la société «MM. MALLET Frères & Cie ». 28 décembre 1921.

Gazette des Tribunaux du 7 janvier 1909 pour la publication légale des modifications statutaires de la société «MM. MALLET Frères & Cie ». 1909.

Modification de la société en nom collectif «MM. MALLET Frères & Cie » du 27 décembre 1912.

Sociétés expirées – Nomination des liquidateurs – Extraits. 1855-1907.

- 22 décembre 1855 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 24 janvier 1856 – dépôt des pièces de publication
- 28 décembre 1856 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 20 janvier 1859 – dépôt des pièces de publication
- 28 décembre 1861 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 17 février 1862 – dépôt des pièces de publication
- 27 octobre 1864 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 15 février 1865 – dépôt des pièces de publication
- 2 juin 1866 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 10 juillet 1866 – dépôt des pièces de publication
- 29 décembre 1868 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 18 février 1869 – dépôt des pièces de publication
- 30 décembre 1871 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 2 mars 1872 – dépôt des pièces de publication
- 24 décembre 1877 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 17 janvier 1878 – dépôt des pièces de publication
- 27 décembre 1880 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 26 décembre 1884 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 11 décembre 1889 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 21 décembre 1891 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 7 décembre 1895 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 18 et 19 décembre 1901 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 20, 23 et 24 décembre 1902 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »
- 3 janvier 1907 – acte de société «MM. MALLET Frères & Cie »

## 144 AQ 1-2 (fin)

### 2 (fin) Période 1901-1927 (fin).

Documents relatifs à l'acte de société «MM. MALLET Frères & Cie ». 1907-1926.

- liasse renouvellement acte de société – projet 1906.
- liasse 1907 : nouvel acte de société – 7 associés.
- Tantièmes alloués à certains employés.
- lettre du 29 décembre 1906 à M. Aimé PEPION : a. c. du 01/01/1907, allocation de 1% sur les bénéfices nets de l'exercice.
- lettre du 29 décembre 1906 à M. Henri JEROME : a. c. du 01/01/1907, procuration + allocation de 1% sur les bénéfices nets de l'exercice.
- lettre du 29 décembre 1906 à M. Édouard BERTHAULT : a. c. du 01/01/1907, procuration + allocation de 1% sur les bénéfices nets de l'exercice.

Note des déboursés et honoraires à l'Étude de Me Marcel GOUPIL, dus par la Maison MALLET. Octobre 1926.

Acte de société pour les prorogations, augmentation de capital et modifications de la société «MM. MALLET Frères & Cie » : extrait de l'acte complémentaire, note manuscrite. 23 décembre 1926.

Projet d'acte sous seing privé portant addition aux statuts de la société «MM. MALLET Frères & Cie ». 1<sup>er</sup> janvier 1927.

Contrats particuliers :

- acte de cession d'un droit de perception de rentes de MM. Philippe LABE & Cie (cabinet + clientèle) à «MM. MALLET Frères & Cie » - 27 décembre 1814, attestation de M. Philippe LABE du 4 janvier 1815.
- convention entre «MM. MALLET Frères & Cie » et M. J.L. TURRETIN relative à la création par ce dernier, comme accessoire de la Maison de Banque, d'un bureau de marchandises dont J.L. TURRETIN aura la direction – du 26 mars 1832 au 22 mars 1833.
- arrangement conclu le 17 janvier 1840 entre «MM. MALLET Frères & Cie » et M. L. GRUX, société commencée le 1<sup>er</sup> janvier 1840 et finie le 31 décembre 1844.

Notes diverses concernant la Maison MALLET.

## 144 AQ 3. Etats, bilans et liquidations de différentes sociétés MALLET.

1762-1963

Recensement de sociétés avec participation MALLET en 1762 et 1798.

Liquidation de la société « MM. DUFOUR, MALLET & LE ROYER » créée en juin 1762 – acte du 26 octobre 1771.

Bilan de la société « MM. MALLET, LE ROYER & MALLET Fils » finie le 30 juin 1782 (bilan schématique avec débiteurs divers). 1782.

Bilan de la société « MM. MALLET Père & Fils » finie le 30 juin 1788 (poste débiteur important après le décès du Marquis du Châtelet). 1788.

État de liquidation de la société « MM. MALLET Frères & Cie » finie le 31 décembre 1822.

Note relative au partage des bénéfices dans les diverses sociétés MALLET. 1831.

Tableau des Profits et Pertes MALLET, mouvement des comptes généraux. 1832-1833.

Balance du compte Profits et Pertes MALLET. 1832-1839.

5 février 1839 – Convention entre MM. Adolphe Jacques MALLET, Louis Jules MALLET, Aimé Léonard TORRAS, Horace MALLET et Edmond MALLET d'une part, et Mlles Julie et Amanda MALLET d'autre part, relative à la liquidation d'un solde de la société terminée le 31 décembre 1831.

3 mai 1839 – Convention entre Mlles Julie et Amanda MALLET et MM. Horace et Edmond MALLET relative à la liquidation de la société terminée le 31 décembre 1832.

Extrait de l'acte de liquidation de la société « MM. MALLET Frères & Cie » finie le 31 décembre 1839 (bilan en 2 exemplaires).

Extrait de l'acte de liquidation de la société « MM. MALLET Frères & Cie » finie le 31 décembre 1839 (bilan de 1839).

Compte société « MM. MALLET Frères & Cie », dépenses des immeubles et créances laissées dans l'indivision pour le compte de ladite ancienne société. 31 décembre 1839.

Lundi 6 janvier 1840 – Journal général d'Affiches – Annonces judiciaires légales et Avis divers (Petites Affiches et Journal Judiciaires réunis), n°1 0.328

Note explicative de la différence sur les Fonds Publics MALLET au 31 décembre 1840.

Détail du compte MALLET des Profits et Pertes de 1842.

Situation du compte MALLET des Profits et Pertes de 1843.

#### **144 AQ 3 (fin) Etats, bilans et liquidations de différentes sociétés MALLET (suite). 1762-1963.**

Dissolution de la société « MM. MALLET Frères & Cie » expirant le 31 décembre 1844 – pouvoir de liquidation du 26 décembre 1844.  
Compte MALLET des Profits et Pertes au 31 décembre 1851.  
État des opérations sur titres de la Maison MALLET (achats, ventes). Juin 1893.  
Tableau des acceptations MALLET entre 1897 et 1900.  
Évaluation des valeurs en portefeuille de la Maison MALLET au 19 mai 1900 et au 31 décembre 1900 (documents manuscrits).  
Récapitulatif des versements par nature de comptes, répartition proportionnelle des dividendes aux parts sociales détenues par MM. Frédéric MALLET, Ernest MALLET, Raoul MALLET, Jacques FERAY, le Baron MALLET. S.d.  
Grille des salaires du personnel de la Maison « MM. MALLET Frères & Cie » en 1906.  
Dépôt d'un jugement du 6 décembre 1909, étude de Me Jules RAGOT, notaire : liquidation de la société « MM. MALLET Frères & Cie » entre le 22 décembre 1855 et le 26 décembre 1906.  
Chemise « Inventaire au 31 décembre 1909 » - « Profits et Pertes MFC 1909 » (liasse de notes comptables, inventaire au 31 décembre 1909, Profits et Pertes au 31 décembre 1909, répartition des bénéfices 1909).  
Valeurs et syndicats du portefeuille de la Maison MALLET. 1909-1912.  
Chemise Profits et Pertes « MM. MALLET Frères & Cie ». 1915-1917.  
Dossier « Personnel MFC ». 1920-1930.

- circulaire au personnel de la Maison MALLET du 28 février 1920 (indemnité de cherté de la vie, allocations pour charges de famille, traitements, etc.)
- doléances des employés MALLET du 7 juillet 1920
- liste des employés touchant une gratification spéciale au 31 décembre 1922 et 31 décembre 1923

Conditions MFC pour leurs correspondants londoniens (Coutts & Cie, Glyn Mills Currie & Cie, etc.). 5 janvier 1923.  
État du portefeuille de la Maison « MM. MALLET Frères & Cie » au 15 mai 1929.  
Détail des achats de valeurs effectués en décembre 1930 par le Sieur Jacques FERAY. 1930.  
État des Titres sans Valeur de MFC détruits en 1953.  
Rapport sur le compte Profits et Pertes de « MM. MALLET Frères & Cie ». 1963.

#### **144 AQ 4 Papiers juridiques divers relatifs aux sociétés MALLET (procurations, formulaires d'information aux clients, etc.). 1779-1963.**

Formulaire de la société de commerce bordelaise « MM. J.F. WIRTZ & Cie » dans laquelle la Maison MALLET était associée commanditaire. 1779.  
Signatures autorisées MALLET Père & Fils suite à l'entrée comme associé du fils cadet. 1<sup>er</sup> juillet 1788.  
Imprimé envoyé par les dames MALLET aux clients leur signifiant la poursuite des activités de la Banque pendant l'emprisonnement de leurs maris Guillaume et Jean-Jacques. Thermidor An II - 1794.  
Lettre des associés MALLET au citoyen Gabriel FERRIERE à Bordeaux annonçant leur libération et faisant suite aux deux formulaires de début thermidor annonçant la procuration donnée par ces mêmes associés au citoyen CHARPENTIER, fondé de pouvoirs pendant leur détention. 25 thermidor An II - 1794.  
Formulaire de l'ancien associé J.E. LANG. 1<sup>er</sup> floréal An II – 1794.  
Lettre imprimée signée par MM. MALLET Frères, banquiers, à M. H. MONOD à Morges, au sujet d'un emprunt de 80 millions hypothéqué sur la Ferme des Postes composé de 80.000 billets au porteur de 1000 livres chacun portant intérêt à 5%. 28 janvier 1798.

#### **Dossier remis par la Banque de France. 1813-1825.**

- procuration en date du 7 janvier 1813 par MM. Guillaume et Jean-Jacques MALLET à MM. Aimé-Léonard TORRAS et Adolphe-Jacques MALLET.
- formulaire annonçant la procuration donnée à MM. Aimé-Léonard TORRAS et Adolphe-Jacques MALLET. 10 janvier 1813.
- procuration par MM. Guillaume MALLET, Adolphe-Jacques MALLET et Aimé-Léonard TORRAS à M. Joseph Claude Philippe ALISSE. 31 décembre 1816.
- procuration par MM. Adolphe-Jacques MALLET, Louis-Jules MALLET et Aimé-Léonard TORRAS à M. Joseph Claude Philippe ALISSE. 3 janvier 1823.
- procuration en date du 17 octobre 1825 par M. Guillaume MALLET à ses deux fils, MM. Adolphe-Jacques et Louis-Jules MALLET, enregistrée le 27 octobre 1825.

**144 AQ 4 (fin) Papiers juridiques divers relatifs aux sociétés MALLET (procurations, formulaires d'information aux clients, etc.) (suite).**

**1779-1963**

Formulaire de « MM. MALLET Frères & Cie » (ce dossier comprend le formulaire en français et en anglais et une lettre pré-imprimée de Guillaume MALLET à ses clients annonçant qu'il se retire des affaires). 1<sup>er</sup> janvier 1823.

Patentes de banquier n°80 et 81 pour l'année 1825 d'élevées par la Ville de Paris à MM. Louis-Jules MALLET Aimé-Léonard TORRAS. 1825.

Patente de banquier n°29 catégorie hors classe pour l'année 1838 délivrée par la Ville de Paris à M. Louis-Jules MALLET. 1838.

Formulaire MALLET Frères & Cie annonçant l'arrivée d'Edmond et Horace MALLET comme associés-gérants ainsi que pour Jules ALISSE + liste des signatures autorisées. 1<sup>er</sup> janvier 1832.

Gazette des Tribunaux : annonce légale de la liquidation de l'ancienne société « MM. MALLET Frères & Cie » et de la création de la nouvelle société. 6 et 7 janvier 1840.

**Chemise « Informations sur titres envoyées aux clients ». 1859-1918.**

- lettres à M. LEFOUR pour l'informer de l'échéance au 20 mars 1859 de son Bon du Trésor + courrier de relance pour lui réclamer sa signature. 17 et 25 mars 1859.
- lettre information pré-imprimée de MALLET Frères & Cie sur titres adressée à Mlle Julienne PETITEAU. 31 mai 1876.
- lettre circulaire du 15 mars 1912 annonçant la procuration donnée à M. Jacques MALLET et sa signature sociale à dater du 1<sup>er</sup> avril 1912.
- lettre circulaire annonçant qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1913 M. Jacques MALLET devient associé. 24 décembre 1912.
- formulaire de « MM. MALLET Frères & Cie » à M. Ernest MALLET lui annonçant, comme aux autres clients de la Maison, le transfert de ses titres à Agen pour raisons de sécurité. juin 1918.

**Chemise « Signatures autorisées MALLET Frères & Cie ». 1939-1943.**

- liste des signatures autorisées MFC du 1<sup>er</sup> juin 1939.
- liste des signatures autorisées MFC du 1<sup>er</sup> octobre 1939.
- lettre circulaire imprimée annonçant qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1944 M. Jean-Pierre MALLET devient associé de « MM. MALLET Frères & Cie ». 31 décembre 1943.

**Chemise « SAINT MAIGRIN ». 1939-1940.**

- lettre du Général Commandant de la 18<sup>ème</sup> région (Bordeaux) concernant le château de Saint Maigrin dont la Maison MALLET souhaite disposer pour ses opérations bancaires et financières. 3 avril 1939.
- lettre circulaire de « MM. MALLET Frères & Cie » concernant le transfert de la totalité des titres détenus à Paris au château de Saint Maigrin (Charente-Inférieure). 5 octobre 1939.
- correspondance entre « MM. MALLET Frères & Cie » et le Général de Division commandant l'Artillerie de la région de Paris concernant l'éventuelle réquisition des véhicules automobiles appartenant aux associés Jacques FERAY et la Baron MALLET. Juin-juillet 1939.
- circulaire d'information envoyée à tous les clients privés et commerciaux de « MM. MALLET Frères & Cie » concernant le retrait de leurs services sur le château de Saint Maigrin, par Baignes, Charente-Inférieure. 14 juin 1940.

Liste MFC de valeurs françaises recommandées pour un placement à moyen terme. 1963.

**Correspondance entre la Maison de Banque MALLET et le négociant BLANCLER. 1779-1824.**

- relevés des comptes « MM. MALLET Frères & Cie » pour BLANCLER. 1779-1824.
- premières de change à M. BLANCLER des 7 février et 12 septembre 1782.

**144 AQ 5 Clients privés et commerciaux : diverses lettres reçues en 1870-1871.**

**144 AQ 6****Transferts et mutations de propriété de titres : notes des pièces remises.****1821-1884**

- 22 mars 1821 – août 1832
- 22 avril 1834
- 9 juin 1834 – 26 juin 1835
- 27 juin 1835 – 9 août 1836
- 10 août 1836 – 12 septembre 1837
- 14 juillet 1837 – 16 février 1839
- 19 février 1839 – 26 décembre 1840
- 28 décembre 1840 – 12 mai 1842
- 14 mai 1842 – 25 mai 1844
- 27 mai 1844 – 8 juillet 1845
- 8 juillet 1845 – 26 décembre 1846
- 28 décembre 1846 – 21 avril 1849
- 23 avril 1849 – 12 janvier 1852
- 12 janvier 1852 – 9 juillet 1856
- 11 juillet 1856 – 17 janvier 1860
- 18 janvier 1860 – 31 mars 1862
- 2 avril 1862 – 24 février 1866
- 3 mars 1866 – 26 février 1872
- 9 mars 1872 – 24 août 1875
- 1<sup>er</sup> mai 1875 – 13 avril 1882
- 14 avril 1882 – 26 mai 1884

Autres notes de pièces remises :

- 25 septembre 1875 – 10 novembre 1880
- 8 septembre 1881 – 23 février 1884

Inscriptions envoyées en original :

- septembre 1832 à octobre 1846
- 1<sup>er</sup> novembre 1846 à 1<sup>er</sup> avril 1861

Notes des extraits d'inscriptions envoyés en originaux et appartenant à des rentiers n'ayant pas encore de dossier chez « MM. MALLET Frères &amp; Cie » :

- 18 avril 1861 à 7 avril 1866

Cahier d'inscriptions envoyées pour vente ou transfert et qui ne sont pas portées sur les livres. 1862 à 1869.

**144 AQ 7****Divers carnets MALLET**

12 carnets d'ordres d'achat de fonds anglais et américains.

**1850-1862**

5 carnets d'inscriptions de fonds anglais et américains :

- fonds U.S. et anglais (1<sup>er</sup> volume) : achats de James MALLET, Aimé-Léonard TORRAS, « MM. MALLET Frères & Cie », du Duc de MONTMORENCY, du Marquis de CASA-RIERA par le truchement de MM. DOBREE & Fils, de MORIS PREVOST (1820-1824).
- fonds U.S. et anglais (2<sup>ème</sup> volume) : cartes des différents emprunts fédéraux , des rentes, des procurations, etc.).
- fonds de divers états d'Amérique : achats des mois d'avril, mai et juin 1850 du Comte de GREFFULHE, Duc de RICHELIEU, « MM. MALLET Frères & Cie », etc.
- fonds 6% des Etats-Unis (1850) : achats du Comte de GREFFULHE, de F.P.H. GUIZOT, du Duc de MONTMORENCY, etc.
- fonds anglais 3% consolidés achetés par MM. Sam DOBREE & Fils.

**1820-1850**

**144 AQ 8 Carnets de notes personnels d'associés-gérants et papiers divers. 1814-1929 et s. d.**

**Carnets de notes des associés-gérants :**

- carnet de voyage de M. Jean-Jacques MALLET (de CHOUGNY) accompagnant M. James MALLET en Angleterre et aux îles anglo-normandes. 1814.
- carnet de notes du Baron James MALLET. 1828-1833.
- carnet de notes de M. Louis-Jules MALLET. Janvier 1823-janvier 1857.
- carnet de notes de M. Arthur MALLET. 1837-1860.
- carnet de notes de M. Jules MALLET remises à M. Charles MALLET le 1<sup>er</sup> janvier 1838, époque de l'entrée de ce dernier dans la Maison MALLET. S. d.
- notes de M. Arthur MALLET sur son voyage à Alger et en Espagne à l'occasion du mariage du Capitaine Henri FERAY, son cousin germain, avec Mlle BUGEAUD d'ISLY, fille du Maréchal BUGEAUD, Duc d'ISLY (copie dactylographiée). 1846.
- carnet d'un voyage de M. Louis-Jules MALLET en Italie. 1850.
- carnet de notes de M. Arthur MALLET commencé en 1860 et continué par M. Théodore MALLET, son fils. 1860-1900.
- trois carnets de notes de voyage en Chine de M. Frédéric MALLET pour l'inauguration du chemin de fer Hankou-Pékin, construit par la Société Franco-belge d'Études de Chemin de Fer en Chine (carnet I du 11 septembre au 28 octobre 1905, carnet II du 29 octobre au 5 décembre 1905, carnet III du 6 décembre 1905 au 22 janvier 1906). 1905-1906.
- carnets de notes du Baron Alphonse MALLET (historique de la Maison MALLET et notes diverses). S. d.

**Dossier « Fonctions externes des associés-gérants MALLET ».**

- nomination de M. James MALLET comme Gentilhomme Honoraire de la Chambre du Roi par ordonnance du 22 avril 1821.
- biographie professionnelle de M. Raoul MALLET entre 1889 et 1928.
- hommage du Président de la Compagnie d'Assurances L'UNION envers M. Théodore MALLET, décédé (28 mars 1903).
- lettre de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie comprenant une note détaillée sur les fonctions aux Assurances Générales de MM. Adolphe-Jacques et Alphonse MALLET (31 mai 1906).
- lettre de la Cie de Chemin de Fer du Nord sur les fonctions de M. Jules MALLET (28 mai 1923).
- discours du Président du Conseil d'Administration de la Cie du Chemin de Fer Paris Orléans à la mémoire d'Etienne MALLET, Vice-Président (29 novembre 1929).

**144 AQ 9 Correspondance entre Louis-Jules MALLET et son fils Charles.**

Correspondance durant le séjour d'études en Angleterre de ce dernier (lettres intéressantes sur la vie politique et les affaires de ce temps, dont la lettre du 27 octobre 1836 de Louis-Jules MALLET à son fils lui relatant l'érection de l'Obélisque de la Place de la Concorde).

**1836-1837**

Lettres manuscrites de M. et Mme Jules MALLET à Charles MALLET.

**1834-1836**

**144 AQ 10 Trois registres « Informations sur Sociétés et Emprunts ».**

**1850-1865**

**144 AQ 11 Deux registres de notes et informations journalistiques sur des emprunts et des sociétés.**

**1857-1867**

**144 AQ 12 Divers papiers de la Famille MALLET et alliées.**

Généalogie de la famille MALLET entre 1558 et 1888.

Généalogie de la famille MALLET de 1747 au XX<sup>ème</sup> siècle.

1. Magdeleine MALLET – Lionel LATHAM depuis 1857
2. Théodore MALLET – Eléonore LAUZEL depuis 1860
3. Noémie MALLET – Robert Comte RENUSSON d'HAUTEVILLE depuis 1866
4. Sophie MALLET – Edouard MALLET depuis 1845
5. Charlotte MALLET – S. SCHLUMBERGER depuis 1855  
Raoul MALLET – LABROSSE depuis 1863
6. Louise MALLET – Baron Alfred de CABROL depuis 1820
7. Frédéric MALLET – Cécile MALLET depuis 1854  
Guillaume MALLET – GRUNELIUS depuis 1860
8. Suzanne MALLET – Auguste THURNEYSSSEN depuis 1863

Généalogie Louis-Jules MALLET – Emilie OBERKAMPF

Généalogie Arthur MALLET – Sophie de ROUGEMONT.

Généalogie manuscrite MALLET (1724-1945).

Extrait de la généalogie de la Famille MALLET établie à Genève.

Généalogie de Jean MALLET (de Rouen).

Notice biographique dactylographiée sur la Famille MALLET datée de février 1930.

Portrait de Christophe Philippe OBERKAMPF.

Tableau généalogique dressé à la date du 28 octobre 1900 de la descendance de Christophe Philippe OBERKAMPF, fondateur de l'industrie des toiles peintes en France.

Généalogie FERAY-OBERKAMPF-SALVANDY (1766-1846).

Généalogie de la Famille FERAY de 1797 à 1935.

Généalogie de la Famille CABROL de MOUTE.

Tableau généalogique de la descendance de Jean FESQUET (XVIII – XIX<sup>èmes</sup> siècles).

Généalogie de la Famille du POUGET de NADAILLAC entre 1846 et 1928.

Généalogie de la Famille RENUSSON d'HAUTEVILLE entre 1860 et 1912.

Généalogie de la Famille ARMAND-DELILLE entre 1874 et 1913.

Généalogie de la Famille LABROSSE.

**Copies des Lettres d'Habitation et de Bourgeoisie de Jacques MALLET, faites en 1752 d'après les originaux dont M. Etienne MALLET, pasteur de Séligny, est l'actuel possesseur. 1558-1587.**

- lettre d'Habitation du 21 février 1558
- lettre de Bourgeoisie du 29 avril 1566
- acte de Bourgeoisie de Jacques MALLET de 1587

Note sur Mme Julie HOUEL-MALLET, première Baronne MALLET de CHALMASSY (1761-1849), par Mme BLANCHARD.

Copie de l'ordonnance de Louis XVI autorisant le mariage entre Guillaume MALLET, Bourgeois de Genève, et sa sujette, Dame Julie HOUEL, du 29 décembre 1785.

Deux lettres de BOY de LA TOUR (de Lyon) à M. MALLET Fils Aîné (30 juillet 1787 et 10 mars 1788).

**144 AQ 12 (fin)****Divers papiers de la Famille MALLET et alliées (suite).**

Bulletin de naissance de Louis-Jules MALLET, fils de Guillaume MALLET, du 2 juillet 1789.

Copie dactylographiée du cahier de Mlle Julie MALLET, fille d'Isaac Jean Jacques MALLET, en décembre 1792.

Copie dactylographiée du récit de la bataille de Paris par Mlle Julie MALLET. 1814.

Souvenirs du Baron de Frénilly, Pair de France, sur les dames MALLET pendant les années 1796 et 1797.

Copie d'une lettre de M. Jacques MALLET à sa belle-fille, Mme Guillaume MALLET, relative au portrait fait de lui par SAINT-OURS. 9 mai 1798.

Copie de la lettre de Mme Isaac Jean Jacques MALLET à Mme Guillaume MALLET, sa sœur, de novembre 1799 (récit du 18 Brumaire).

Certificats médicaux pour l'exemption du service militaire au profit de James MALLET (bras gauche handicapé), des 17 et 30 septembre et 2 octobre 1805.

Attestation de domicile chez ses parents pour M. Adolphe Jacques MALLET du 22 octobre 1806.

Récépissé en date du 9 mai 1807 des 1200 francs versés par Adolphe Jacques MALLET pour l'année 1807.

Dispense définitive de conscription en faveur de M. James MALLET, en date du 8 mars 1807.

Autorisation de porter un fusil de chasse donnée à Louis-Jules MALLET pour la chasse. 18 août 1807.

Notes de voyage d'affaires en Italie

- lettre du 14 septembre 1808 d'Emilie MALLET (Florence) à son père OBERKAMPF (Paris).
- lettre du 15 septembre 1808 de Guillaume MALLET (Paris) à sa femme Julie HOUEL séjournant à Florence.

Copie manuscrite des lettres d'anoblissement de Guillaume MALLET par décret du 15 août 1810.

Baron Guillaume MALLET. 1813-1816.

- Légion d'Honneur (courrier du 21 août 1816)
- Majorat du 3 février 1813
- Courrier concernant le majorat du 21 février 1813
- Dotation du majorat du 29 juillet 1813
- Lettre l'informant de la suppression de l'Ordre de la Réunion par Louis XVIII du 5 avril 1816
- Histoire anecdotique de la pomme de terre, par Mlle Amanda MALLET (1814).

Lettres adressées de Chouigny à Mme Isaac Jean Jacques MALLET par son mari. 30 septembre – 10 novembre 1815.

Extrait du registre des naissances daté du 31 juillet 1823 : naissance de Charles MALLET le 25 octobre 1815.

Lettres retrouvées à Louveciennes et données par Mme Philippe VERNES, née FERAY. 1808-1824.

Journal écrit par Mlle Amanda MALLET au moment de la mort de sa mère, Mme Isaac Jean Jacques MALLET (de Chouigny), décédée à Châtenay le 3 octobre 1829.

**144 AQ 13 Divers papiers de la Famille MALLET et alliées (suite).**

Photocopie d'un ouvrage sur le Baron MALLET. 1819-1906.

Copie dactylographiée de quelques passages du journal de Denis de ROUGEMONT. 1759-1839.

Demande de transfert du domicile politique de James MALLET de Paris à Jouy-en-Josas (avril 1841) – transfert de domicile politique effectué en août 1841.

Notice nécrologique sur Mme Jules MALLET, née Emilie OBERKAMPF, écrite par Mme Marie PAPE-CARPANTIER. 11 septembre 1856.

Généalogie anglaise MALLET. 1859-1917.

Coupage de presse annonçant le décès de la Baronne Douairière MALLET née Laurence OBERKAMPF. Mars 1879.

Chronique du *Figaro* de Jacques SWELL sur les MALLET. Mercredi 27 février 1889.

Coupage de presse du *Figaro* annonçant le décès de M. Edmond MALLET, à l'âge de 24 ans. 1<sup>er</sup> février 1891.

Article de presse retraçant l'évolution de la Banque MALLET, signé PLUTARQUE (11 mai 1889).

« Etudes Antiques », par M. Gérard MALLET (extrait de *l'Art et la Vie* de mars 1897).

Éloge du Baron Alphonse MALLET lors de ses obsèques à l'Eglise Réformée Evangélique du Saint-Esprit. 14 mars 1906.

Nécrologie. S. d.

Services militaires de Raoul MALLET, classe 1882-1908.

Faire-part de décès de M. Georges David Fernand, Baron de SCHICKLER. 13 octobre 1909.

Articles de presse :

- Les MALLET, grands barons de la Haute Banque Protestante (« *La Polémique* » des 15-25 avril et 5-15 mai 1923).
- La Banque MALLET Frères & Cie par R. MENNEVEE (« *Informations politiques et financières* » des 7 et 21 mars ; 4 avril ; 9, 16, 30 mai ; 13 juin 1938).

Notes relatives à la Seigneurie de BIÈVRES, à la terre et au château de MONTECLIN. S. d.

Article de presse « *Le Christianisme* » sur M. Philippe de CABROL. 16 mai 1929.

Dictionnaire Larousse – correspondance pour l'article MALLET en 1962.

Lettre de Me Olivier LEFUEL concernant la contribution en 1789 des MALLET et OBERKAMPF au soutien de la monnaie. 6 mars 1965.

« Un Genevois dans la Révolution : Jacques MALLET du PAN », par Alain DUFOUR (article paru dans le n°64 du *Journal de Genève* du 17 mars 1958).

Diverses notes dactylographiées sur les relations qu'entretenaient les familles MALLET et FERAY avec les MORTEMART, MONTMORENCY et BRETEUIL. S. d.

Ouvrage sur le 400<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Jacques MALLET 1530 – 1930 (Genève, 15-16 août 1930).

**144 AQ 13 (fin) Divers papiers de la Famille MALLET et alliées (suite).**

Tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes : Aux Sources de la Banque Protestante. « Les MALLET de Rouen à Paris, en passant par Genève. 1557-1713 ».

Brochure « Deux siècles de Banque : MM. MALLET Frères & Cie, 1723-1923 ».

Brochure « MM. MALLET Frères & Cie : 250 ans de Banque - 1713-1963 ».

**144 AQ 14 Divers papiers de la Famille MALLET et alliées (suite)**

Livre « Trois siècles de Banque : de Neufville, Schlumberger, Mallet, 1667-1991 », de C. GRAND.

Brochure sur « Monsieur le Baron MALLET- 1819-1906 ».

Notice généalogique sur la famille MALLET de Genève (1930-1980), par Jean Etienne GENEQUAND.

Revue mensuelle « *Les documents politiques, diplomatiques et financiers* ». 1938-1964.

- mai 1938 : la Banque MALLET Frères & Cie
- mars 1961 : la Banque MALLET Frères & Cie en 1958-1959-1960.
- septembre 1963 : la Banque MALLET Frères & Cie en 1961-1962-1963.
- août 1964 : la Banque MALLET Frères & Cie en 1963.

« *Commerce in France* » - n°206 (American Chamber of Commerce in France) : « MM. MALLET Frères & Cie ». 15 décembre 1964.

Échange de courrier avec le bi-mensuel *L'Entreprise* concernant un article sur la banque protestante. Mai et octobre 1957.

N°447 du bi-mensuel *L'Entreprise* : « Les familles qui ont fait l'économie française : les MALLET ». 4 avril 1964.

Courrier et revue de presse réunis à l'occasion de la sortie de la brochure « MM. MALLET Frères & Cie : 250 ans de Banque - 1713-1963 ». Janvier 1964.

**144 AQ 15 Paiement de subsides aux prisonniers des Iles Guernesey et Aurigny (prisonniers de guerre et internés administratifs retenus sur le territoire français durant les guerres napoléoniennes.**

**1808-1814**

**Concours Banque de l'Union Parisienne (B.U.P.) au début du XX<sup>ème</sup> siècle.**

**144 AQ 16 Dossier 1713 – 1789.**

Lettre d'Isaac MALLET aux frères BUTINI de Marseille. 21 avril 1725.

Contrat de mariage entre Dame Françoise DUFOUR et Monsieur Isaac MALLET. 8 mai 1750.

Contrat de mariage entre Robert DUFOUR, oncle de M. Jacques MALLET, et Dame Marie-Joséphine Christine MONNIER de RICHARDIN. 1764.

Inventaire après le décès de Mme Jacques MALLET survenu le 12 novembre 1774. 13 janvier 1775.

Testament de M. Isaac MALLET des 23 mai 1776 et 3 juin 1778 (homologué le 8 juin 1779).

**144 AQ 16 (fin)****Dossier 1713 – 1789 (fin).**

Testament de Mme Isaac MALLET, née Françoise DUFOUR. 25 mai 1778.

Curieuse lettre codée et dactylographiée du 16 février 1778 du banquier RILLIET à MM. MALLET, Banquiers à Paris, sur la situation politique en Suisse et à Genève.

Etat d'hoirie d'Isaac MALLET du 4 juin 1779.

Contrat de mariage entre Guillaume MALLET et sa première épouse, Dame Julie ROGUIN, veuve BOY de La TOUR et belle-sœur de M. de LESSERT. 23 août 1779.

Arrangement et liquidation d'hoirie pour M. Jean-Jacques MALLET et M. Jacques RILLIET en qualité de procureurs constitués de M. Jacques MALLET et Dame Françoise MALLET, veuve de M. Paul TORRAS (Successions de M. et Mme Isaac MALLET) (3 exemplaires). 14 février 1780.

Testament du 7 mai 1781 et inventaire après décès de Mme Guillaume MALLET née ROGUIN du 28 juin 1781.

Lettre de MALLET Père & Fils à M. Nicolas DUFOUR de Rennes l'informant du produit du remboursement de sa rente sur les tailles et arrérages de l'année 1785 effectuée en son nom par la Maison (lettre contenant également un relevé des ses autres rentes). 1er juillet 1786.

Liasse « Affaire MALLET – Comte de CASTELLANE », recouvrement difficile d'une créance de £ 4000.

Lettre MALLET à MM. LACOSTE, RIGAIE et ROUFFIO de Montauban. 21 novembre 1786.

Lettre de change émise à Vienne sur « MM. MALLET Père & Fils ». Mai 1787.

Coupons du dividende 1787 de l'Entreprise des Eaux de Paris.

Lettre de change émise le 6 mai 1788 endossée à l'ordre de « MM. MALLET Père & Fils ».

**144 AQ 17****Dossier 1789 – 1800.**

Correspondances diverses adressées aux banquiers MALLET : lettre d'affaires des MALLET, requêtes d'huissiers, etc. 1789 – an VII.

Lettre de MM. MALLET Père & Fils à MM. BARBIER, négociants à Rennes. 2 août 1790.

Liste des seize citoyens destinés à former le jury spécial pour l'instruction des affaires relatives à la fabrication et la distribution de faux assignats ou fausse monnaie (parmi les citoyens nommés, MALLET l'Aîné et Benjamin DELESSERT). 10 mars 1792.

Diverses lettres adressées à MM. MALLET : correspondance avec Mme DANGIRARD née FERAY (de 1788 à 1805) ; avec des régisseurs ; avec des acquéreurs de biens nationaux à Tremblay ou à Cérisy pour le compte de MM. MALLET ou celui de l'association Pérignon (1792-1801).

Pétition de Reybaz, Ministre de la République de Genève près la République Française, sur la possible conversion des rentes perpétuelles françaises. Pluviôse An II (1794).

Requête de M. Jacques MALLET aux citoyens magistrats de Genève de lui adresser un certificat de Bourgeoisie. 13 juillet 1793.

Vente de la terre de Champlay-Tannerre. 4 septembre 1793.

Avis de l'arrêté du Comité de Salut Public du 28 Pluviôse ayant admis les citoyens MALLET Frères & Cie au nombre des soumissionnaires aux subsistances et approvisionnements de la République Française (+ liste de tous les soumissionnaires). 1<sup>er</sup> ventôse An II (16 février 1794).

**144 AQ 17 (fin)****Dossier 1789 – 1800 (fin).**

Réclamation du citoyen anglais Robert OSBORNE aux administrateurs du département de Paris pour des arrérages dus sur des rentes viagères sur les biens de Condé, émigré. S. d.

Dossier de LOUVET, un client bordelais armateur qui a confié aux banquiers MALLET le soin de recouvrer une créance sur le Ministère de la Marine après le naufrage de son navire « Le Républicain », réquisitionné (1792-1801).

Dossier « Affaire MALLET & Cie contre les syndics des créanciers MURET ». S. d.

Lettre relative à une adjudication faite à Gonesse d'une maison et dépendances vendues comme bien national. 4 septembre 1793.

Demande faite par « MM. MALLET Frères & Cie » au Comité de Salut Public de les décharger d'une amende de retard. 28 thermidor An II.

Diverses attestations de nationalité étrangère de clients MALLET pour la reconnaissance de leurs droits à la dette publique française. 1793-1795.

Arrêté du Directoire du département de Paris ordonnant la levée des scellés apposés à l'appartement de LABAT de GRANDCOUR pour lequel les banquiers MALLET avaient produit une attestation de citoyenneté genevoise devant ledit Directoire. 3 octobre 1793.

Arrêté du Comité de Salut Public : les lois relatives à l'émigration ne s'appliquent pas aux suisses. 28 frimaire an II.

Déclaration et bordereau des effets et contrats appartenant à MM. BRUYN et VAN VOLLENHOVEN. 24 février 1794.

Affaire MALLET contre FERRAND & Cie. 28 germinal An VI.

Document pré-imprimé sur le tiers consolidé. 28 nivôse an VI.

Association Pérignon, journal des recettes et dépenses. An VI-1829.

Rescriptions sur contributions relatives au citoyen MALLET. 18 pluviôse – 6 ventôse An VII.

Lettre de paiement de 660 Livres assignats au crédit de MM. LOMBACH. 7 février 1798.

Facture d'une livraison importante de métaux ferreux aux citoyens MALLET Frères au port de La Rapée. 15 floréal An VIII.

Divers papiers financiers imprimés (mandats territoriaux, récépissés d'emprunt forcé, bons de retenues, etc.). S. d.

Brochure intitulée « Tableau complet de la valeur des assignats, des rescriptions et des mandats », par Antoine BAILLEUL. 1796.

Lettre de MALLET Le Jeune aux citoyens composant le jury de révision des taxes à l'emprunt forcé du département de la Seine (demande de réduction de F. 12.000 à F. 6.000). S. d.

**144 AQ 18****Dossier 1800 – 1815.**

Procurations de M. Guillaume MALLET en faveur du fondé de pouvoirs CHARPENTIER afin qu'il assiste aux réunions et assemblées de la Banque de France. An IX – 1808.

Lettre de change émise le 17 germinal An IX (avril 1801) à l'ordre des Citoyens MALLET par M. Jacques-Rose RECAMIER.

Correspondance adressée par « MM. MALLET Frères et Cie » : comptes de MM. PELTEREAU. 1806-1807.

**144 AQ 18 (suite)      Dossier 1800 – 1815 (suite).**

Deux lettres du Gouverneur de la Banque de France au Régent Guillaume MALLET relatives à des personnes recommandées par ce dernier. 28 juin et 9 juillet 1808.

Procurations de M. Guillaume MALLET en faveur de son frère Isaac Jean Jacques MALLET pour céder, vendre ou transférer des actions de la Banque de France. 13 août 1808.

Reconnaissance de dette de £ 2.000 de M. Jean-Baptiste BILARD en faveur de M. Guillaume MALLET. 8 juillet 1809.

Lettre de M. Pierre FERAY à son cousin MALLET pour lui recommander M. BUIRE. 30 août 1810.

Récépissé pour un versement de F. 2.000,00 du Baron Guillaume au fonds commun de la Garde d'Honneur. 6 juillet 1813.

Licences d'importation et d'exportation et appels d'offres de fournisseurs (très intéressantes cartes de visite Robert Clicquot & Cie, etc.). 1813.

Lettre de M. TORRAS au Baron MALLET. 1814.

Procuration de M. Jacques MALLET en faveur de Benjamin DELESSERT pour toutes opérations de gestion. 22 avril 1814.

Procuration donnée par M. Guillaume FOUQUIER, sujet anglais, à MM. Guillaume et Isaac Jean Jacques MALLET. 26 décembre 1814.

Notes manuscrites sur les Lois et Usages de Jersey et Guernesey. S. d.

Lettre d'information de G.H. de SEIGNEUX-MASSE relative à une pension de famille de qualité qu'il ouvre à Lausanne adressée aux Banquiers MALLET « qui reçoivent beaucoup d'anglais », afin qu'ils la recommandent. Avril 1814.

Testament olographe de M. Jacques MALLET du 3 avril 1815 ; extrait du testament olographe de feu Jacques MALLET du 3 avril 1815 pour la clause de l'utilisation héréditaire ; testament olographe de Jacques MALLET du 3 avril 1815 ouvert par Ordonnance du Président du Tribunal Civil du 27 octobre 1815 et déposé dans les minutes de Me LEFORT, notaire, le 1<sup>er</sup> novembre 1815 - 1<sup>ère</sup> grosse expédiée aux héritiers institués ; acte du 4 novembre 1815 passé devant Me LEFORT, notaire à Genève.

Lettre TD à M. MALLET (de Chougny) – Jacques MALLET (intéressants renseignements politiques). 21 août 1815.

Notes des honoraires et déboursés dus au notaire LAMAZE pour la succession de Jacques MALLET. 1815-1817.

Extrait de l'inventaire de la succession de Jean-Jacques MALLET enregistré le 17 janvier 1816 + divers actes relatifs à la succession (procuration, délibération du conseil de famille, etc.).

Procuration faite par M. Isaac Jean Jacques MALLET au profit de son frère aîné Guillaume MALLET. 28 janvier 1814.

Copie du testament de Jean-Jacques MALLET de VANDOEUVRE, frère du précédent. 2 octobre 1816.

Procurations de M. Jean-Louis Etienne MALLET du PAN, ancien négociant, actionnaire de la Banque de France, en faveur de « MM. MALLET Frères & Cie » pour les assemblées générales. 1818, 1820-1821.

Compte de liquidation de « MM. MALLET Frères & Cie » avec M. J. PORTAU. Décembre 1818.

Compte de liquidation de « MM. MALLET Frères & Cie » chez ROLAND GOSSELIN, agent de change. Mai 1819.

Frais de l'acte d'échange dus par MM. MALLET Frères & Cie. 21 septembre 1819.

Lettre de remerciement de M. WALCKIERON pour les recherches entreprises par la Maison MALLET sur ses traites de 1785. Août 1820.

Lettre du Comte de STACPOOK demandant à M. MALLET d'être l'un de ses témoins pour son testament . Août 1821.

Compte de liquidation de « MM. MALLET Frères & Cie » chez M. Arthur GIBERT, agent de change. Décembre 1821.

Contrat d'un crédit commercial de F. 80.000,00 octroyé au Général THIEBAULT par les associés MALLET. 1<sup>er</sup> mai 1822.

Liquidation de janvier 1823 par M. LEMERCIER de NERVILLE d'une rente de Naples de 500 ducats. 5 février 1823.

Testament du Baron Guillaume MALLET de CHALMASSY. 11 octobre 1823.

Compte de Mlle BRESSON chez « MM. MALLET Frères & Cie ». 31 décembre 1824.

Affaire des terrains de l'ancien Hôtel des Finances (Salle Ventadour – passage Choiseul). 1824-1831.

- adjudication de l'Hôtel des Finances à MM. MALLET. 12 octobre 1824.
- constitution d'une société entre MM. MALLET Frères, M. Jean-Jacques LEMERCIER de NERVILLE, M. Louis DEBRUGE-DUMESNIL et M. Joseph-Victor AUBERNON pour la vente de diverses propriétés. 29 octobre 1824.
- quittance pour solde du prix de l'Hôtel des Finances. 9 novembre 1826.
- précis imprimé pour MALLET Frères, DEBRUGE-DUMESNIL, LEMERCIER de NERVILLE et AUBERNON contre les époux BARON.
- liquidation et partage des biens de la société d'entre la maison de banque MALLET, M. et Mme de NERVILLE, M. AUBERNON, M. DEBRUGE-DUMESNIL et ses enfants. 30 novembre et 2 décembre 1831.
- article de René DUMESNIL, *Le Monde* du 5 octobre 1950 : "Va-t-on reconstruire la scène de la Salle Ventadour ?".

Document d'information pré-imprimé sur la conversion de rentes 5 % en rentes 3 %, envoyé aux clients concernés. 12 avril 1824.

Mémoire d'un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées sur la disposition d'un chemin de fer de Paris au Havre (21 décembre 1824).

Dossier d'emprunt d'Haïti (papiers divers 1825).

Certificat d'actions pour la production du gaz naturel en Grande-Bretagne. 1825.

Procuration du Baron MALLET en faveur de ses deux fils, Adolphe Jacques et Louis Jules. 27 octobre 1825.

Reconstitution d'état civil : acte de décès de Guillaume MALLET le 14 mars 1826.

Extrait de l'inventaire après décès du Baron Guillaume MALLET du 18 avril 1826 (copie du 9 janvier 1833) ; liquidation et partage de la succession du Baron MALLET enregistrés le 10 juillet 1826 ; acte de partage non daté des 70 actions Banque de France de la succession.

Chemise sur « L'école égyptienne » dont les banquiers MALLET étaient les trésoriers. 1826-1828.

Divers papiers officiels concernant des familles clientes : certificat d'hérédité suisse de 1826 pour les barons de CHAMBRIER, propriétaires par succession d'une rente 5% inscrite chez « MM. MALLET Frères & Cie » ; titre d'une pension de 1829 de F. 800 par la maison du Roi à Mlle Clémentine VIBERT de LA PIERRE.

**144 AQ 19 Dossier 1830 – 1848.**

Opinion d'un groupe de grands banquiers sur un point technique bancaire. 18 octobre 1833.

Souscription nationale en faveur des enfants du Général DAUMESNIL, dit « Jambe de Bois ». 1833-1834.

Testament et papiers annexes de Mme la Baronne Guillaume MALLET née HOUEL, en date des 15 avril 1832, 4 juillet 1834 et 25 juin 1838.

Lettre de « MM. MALLET Frères & Cie » à un de leurs clients au sujet d'un vol de F. 250.000 par leur caissier (Desprez). 29 août 1837.

Acte de notoriété après le décès de Mme la Marquise d'OSMOND, partage des successions de M. le Marquis et Mme la Marquise d'OSMOND (30 avril 1838). L'inventaire après décès du Marquis d'OSMOND consigne les actions de la Banque de France inscrites chez « MM. MALLET Frères & Cie » au nom du défunt. 1838.

Bourse du 22 juillet 1841 : poème bancaire sur cette journée.

Reproduction de la police d'assurance Assurances Générales contre l'incendie souscrite par Honoré de BALZAC en date du 9 février 1847.

Notes sur la fortune personnelle du Baron Adolphe Jacques MALLET. 1845.

Notes dactylographiées de Charles MALLET sur Lord HERTFORD. S. d.

Coupure de presse intitulée « Le crime ne paie pas » du *Figaro*, qui relate la tentative d'agression à main armée sur le garçon de recettes MALLET faite par LACENAIRE et sa bande. S. d.

Rapports de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord. 1849 et 1858.

Lettre du syndic de la Compagnie des Agents de Change de Paris informant la Maison MALLET de l'édition d'un manuel sur les principales valeurs mobilières et remerciant ses associés de lui avoir fourni les renseignements nécessaires sur diverses valeurs étrangères. 9 août 1854.

Résultats annuels de 1851 sur les opérations en marchandises réalisées par la Maison MALLET.

Document pré-imprimé sur le remboursement de la rente 5% décidé par décret du 14 mars 1852. 25 mars 1852.

Testament du Baron Adolphe Jacques MALLET du 10 avril 1855.

Rapports de la Société Générale du Crédit Mobilier dont Charles MALLET était Vice-président (1855-1856-1857-1862-1863-1865-1871).

Répartition des dividendes par action de l'Institution Agricole de Grignon. 1858-1859.

Acte d'expropriation de l'Hôtel de la rue de la Chaussée d'Antin par jugement du 7 novembre 1860 (noms des voisins intéressants).

Actions suédoises de « Hernösands Angsags-Aktie-Bolag ». 1861.

Convention sous seing privé entre le Comte de GERMINY (Banque de France) et dix maisons de banque parisiennes. 12 octobre 1861.

Société agricole de Grignon : versement d'un dividende de 3%, soit 36 Francs par action, par décision de l'assemblée générale ordinaire d'avril 1862.

Banque de France : deux bordereaux de valeurs reçues au compte courant « MALLET Frères & Cie », banquiers à Paris, de 3 MF et 5 MF. 24 mars 1864 ).

**144 AQ 19 (fin)****Dossier 1848 – 1870 (fin).**

Rapport du Conseil d'Administration de la Cie Impériale Ottomane de la Route de Beyrouth à Damas. 1865.

Société agricole de Grignon : versement d'un dividende de 3,5%, soit 42 Francs par action, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 11 mai 1865.

Relations de la Maison MALLET avec les banques suédoises. 1866-1867.

Télégramme de la Skandinaviska Kredit-Aktiebolagets (Altona) donnant à la Maison MALLET des renseignements commerciaux sur un établissement qui voulait entrer en relations commerciales avec MFC. 14 décembre 1866.

Remboursement par tiers du capital de la Société Agronomique de Grignon par la Maison MALLET aux différents actionnaires. Avril 1867 / août 1867 / mars 1868.

Bilan de la banque suédoise Skandinaviska Kredit-Aktiebolagets. 1868.

Nécrologie du Baron James MALLET, mort en 1868.

Lettre de change signée de Victor HUGO et encaissée par MM. MALLET Frères & Cie. 12 mars 1870.

Reconnaissance d'inscription de F. 30.000,00 de rentes 3%, propriété de la Maison MM. COUTTS & Co. de Londres. 25 août 1870.

**144 AQ 20****Dossier 1871 – 1914.**

Dossier « Contribution de Guerre de la Ville de Paris 200 millions » (copie de lettre de Jules FERRY, copie de la garantie solidaire des banques). S. d.

Convention sous seing privé entre les Maisons ROTHSCHILD, FOULD, HOTTINGUER, MALLET, MARCUARD, SEILLIERE et PILLET-WILL. 18 février 1871.

Dossier « Contribution de Guerre de la Ville de Paris 200 millions » (copie de lettre de Jules FERRY, copie de la garantie solidaire des banques). S. d.

Dossier « Ancien Hôtel de Boufflers – Vente au Crédit Lyonnais »

- vente au Crédit Lyonnais : correspondance, copies d'actes et de plans. 1875.
- extrait de l'ouvrage de Jean BOUVIER sur la vente de l'ancien Hôtel de Boufflers par les MALLET au Crédit Lyonnais le 11 décembre 1875 (1863-1882) (Editions SEPVEN, 1961, cliché photos et plan de l'Hôtel).

Entretien avec le Prince BISMARCK et le Comte de SAINT-VALLIER, Ambassadeur de France à Berlin. 14 novembre 1879.

Extrait du compte de la société MM. DURAND & Cie. 30 septembre 1887.

Trois lettres circulaires du Comptoir National d'Escompte. 20 mai, 11 et 12 juin 1889.

Chemise « Impôt sur les Opérations de Bourse 1893 » :

- articles de journaux.
- décret pour l'exécution des articles 30 et 31 de la Loi de Finances du 28 avril 1893 relatifs au droit de timbre des bordereaux d'opérations de bourse.
- divers documents sur les titres et la bourse. 1894.
- compte-rendu du 21 février 1910 de conférences tenues entre le syndic des Agents de Change et les représentants de la Banque de Paris et des Pays-Bas, du Comptoir National d'Escompte, du Crédit Lyonnais, de la Société Générale et de la CIC, concernant divers points (courtage, placement direct des valeurs admises à la cote, affaires passées aux cours cotés...).
- note dactylographiée sur loi du 29 avril 1893.
- note manuscrite de Raoul MALLET sur cet impôt de Bourse de 1893.

**144 AQ 20 (fin)                    Dossier 1871 – 1914 (suite).**

Comparaison des conditions sur commissions de tous les clients commerciaux (Coutts, Glyn Mills & Cie) et certains clients privés importants (Maison d'Orléans...). 1893-1901.

Dossier « Société MM. MASUREL Fils » Roubaix. 1895-1928.

Dossier de liquidation de la succession de Mme Charles MALLET décédée le 6 mai 1899.

Évaluation des valeurs au 13 mai 1901 (document manuscrit).

Contrat entre la Société Financière d'Orient et M. Ibrahim SABBAG. 28 juillet 1903.

Banco do Comercio e Industria de Sao Paulo (papiers divers). 1911-1931.

Banque Union Européenne – affaire MM. NATHAN & Cie. 1906.

Assurances « MM. MALLET Frères & Cie » : quittances « *La Réunion Française* » remises par E. DELALY entre 1906 et 1913.

**144 AQ 21                            Dossier 1871 – 1914 (fin).**

Banque de l'Union Parisienne : avances au Gouvernement Portugais n°3. 1908-1913.

Créances irrécouvrables 1909/1912, 1913/1921, 1922/1926.

Société Koninklijke Stéarine Kaarsenfabriek Gouda. 1909-1936.

Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud. 1910-1931.

Compania Aerea Argentina (1910) – Compagnie Aérienne de Paris. 1910.

« MM. STEEN Frères & Cie », Paris. 1910-1935.

Déclaration CHABRUT : vol de 7 obligations 4% Brésil du 31 août 1911.

Banque de l'Union Parisienne : billets de la ville d'Anvers. avril 1911.

Avance Caisse Générale des Prêts fonciers industriels. octobre 1912.

Banque de l'Union Parisienne : avance à la Banque d'Athènes. Novembre 1912.

**144 AQ 22                            Dossier 1914-1918.**

Assurances « MM. MALLET Frères & Cie » : quittances « *La Réunion Française* » remises par E. DELALY entre 1914 et 1918.

Banco do Comercio e Industria de Sao Paulo. Août 1914.

HOPE & Cie. 1914-1918.

Documents sur la guerre, Journal des Mobilisés (2 exemplaires dont un est relié). 1915-1919.

**Dossier 1914-1918 (suite).**

Correspondance diverse. 1915-1918.

A noter :

- compte-rendu de la réunion des banquiers rue Laffitte, le 1<sup>er</sup> juillet 1915.
- lettre du Président de la Bank of New York du 27 avril 1917 à « MM. MALLET Frères & Cie » sur l'entrée en guerre des Etats-Unis et l'amitié entre les deux pays.
- discours prononcé le 14 juillet 1918 par le Lieutenant Thierry MALLET sur les marches du Town-Hall de Norfolk (Virginie, Etats-Unis).

Lettre de M. E. BERTHAULT, fondé de pouvoir MFC, à M. Ernest MALLET : situation du personnel avant la mobilisation et celle en juillet 1915 en date du 7 juillet 1915.

Police d'assurance de *La Foncière* valable à partir du 1<sup>er</sup> avril 1915 + copie de la lettre du 6 avril 1915 à M. LEVERD et réponse de M. LEVERD du 7 avril 1915.

Note sur la mort de M. Marcel BARRERE le 25 septembre 1915.

Crédits ouverts par l'étranger. 1915-1918.

Dossier "Ernest MALLET – Action dans les Œuvres et Associations".

- prospectus sur « Le Village Reconstitué »
- association « Le Paquet au Front »
- sauf-conduit en faveur de M. et Mme Ernest MALLET et leurs enfants du 16 août 1916.
- attestation de souscription aux trois emprunts de la Défense Nationale. 1915, 1916 et 1917.
- reçu attestant que M. Ernest MALLET a remis un dessin de WILLETTE pour être vendu aux enchères par les soins du Comité des Œuvres Départementales de Guerre de Seine et Oise en faveur des français et alliés. 1916-1917.
- Deux reçus vierges imprimés « Versement d'or pour la Défense Nationale » avec le visa du Régent de la Banque de France, Ernest MALLET.

Coutts & Co. : échange de correspondance commerciale avec MFC. S. d.

Coutts & Co. : compte A, compte Duchesse de Vendôme, correspondance commerciale... S. d.

Note dactylographiée du 20 décembre 1916 sur les possibilités d'emploi de l'électricité et du gaz, selon l'ordonnance du Préfet de Police de Paris du 19 décembre 1916.

Documents concernant la constitution d'une Commission des Changes par le Ministère des Finances en juillet 1917

- lettre de M. Octave HOMBERG à M. Ernest MALLET. 7 juillet 1917.
- lettre du Ministère des Finances à M. Ernest MALLET sur sa participation à la Commission des Changes. 7 juillet 1917.
- article de presse du *Temps* sur la composition de la Commission des Changes. 7 juillet 1917.
- lettre circulaire du Ministère des Finances adressée aux banques sur le contrôle des changes. 31 juillet 1917.

Lettre écrite depuis Agen adressée à MM. MALLET concernant l'organisation du repli du personnel MFC sur Agen. 24 juin 1918.

**144 AQ 23 (fin)****Dossier 1914-1918 (fin).**

Documents MALLET sur la guerre. 1914-1923.

- lettre de Coutts du 7 février 1923 au sujet d'un compte-rendu des services du personnel Coutts pendant la guerre 1914-1918.
- réponse de « MM. MALLET Frères & Cie ». 15 février 1923.
- documents divers sur la guerre 1914-1918.
- tableaux, effets de commerce, tirages et remises par clients, diverses opérations d'ordre financier, situation mensuelle de 1915 à 1918.
- correspondance commerciale.
- lettres adressées à Mme Jacques MALLET par « MM. MALLET Frères & Cie » en mai 1916, juin-juillet 1918 et décembre 1918.
- lettre adressée à M. Jacques MALLET concernant ses comptes et ceux de son épouse. 19 juillet 1918.

Note dactylographiée sur les journées dans la Maison MALLET des 23 et 25 mars 1918.

Monsieur P. WIKSTROM Jor à Stockholm. 1918-1935.

**144 AQ 24****Dossier 1919-1966.**

Assurances « MM. MALLET Frères & Cie » : quittances « *La Réunion Française* » remises par E. DELALY entre février et décembre 1919.

Engagement pris le 15 mai 1919 par M. Roger LEHIDEUX, Président de l'Union Syndicale de Paris et de la Province envers le Ministère du Travail, sur la reprise des négociations entre la Direction de chaque établissement bancaire et les délégations d'employés desdits établissements.

Police d'assurance pour F 500.000,00 « *La Foncière* », avenant complémentaire d'assurance de F. 1.500.000,00, avenants pour la réexpédition des plis des 12 décembre 1919, 17 septembre 1925, 31 décembre 1925.

« La Steua Romana ». S. d.

« L'Omnium Français des Pétroles ». S. d.

**144 AQ 25****Dossier 1919-1966 (suite)**

*Banker's Magazine*. Août 1924.

SAR la Duchesse d'Aoste (1921/1922), lettre de crédit circulaire en Afrique, correspondance.

SM la Reine Amélie du Portugal (1921/1923/1934), correspondance bancaire.

Bank für Handel und Industrie. 1921-1925.

Monsieur Conrad Hinrich Donner à Hambourg. 1921-1929.

Banque Britannique et Hongroise de Budapest. 1921-1930.

Coutts & Co. (1922-1938) : bilans 1922, 1926, 1934 à 193, 1938, liste des signatures autorisées, correspondance commerciale, compte A, etc.

Projet de traversée du Pas-de-Calais au moyen d'une double jetée formant chenal et de viaducs pour routes et voies ferrées, par Jules JAEGER (extrait du *Génie Civil* du 9 mai 1925 et « Une double jetée sur la Manche », perspective tirée du n° de janvier 1926 de *Lecture pour Tous*). 1925-1926.

**144 AQ 25 (fin) Dossier 1919-1966 (fin).**

Banco do Comercio e Industria de Sao Paulo à Rio de Janeiro. 1922-1931.

Banque commerciale roumaine. 1925-1929.

Banco do Comercio e Industria de Sao Paulo. 1925-1938.

**144 AQ 26 Dossier 1919-1966 (suite)**

Résumé de l'organisation du Service Contentieux (copie dactylographiée). 12 février 1926.

Lettre de Jacques FERAY (Paris) à André MALLET (Indochine) : informations parisiennes sur les sociétés indochinoises. 9 février 1927.

Lettre de Raoul MALLET (Paris) à André MALLET (Indochine) : informations sur des sociétés françaises (de DION BOUTON, Ateliers de la Gironde, etc.). 15 février 1927.

Polices d'assurance MFC contre le vol avec effraction : police AGF pour F. 4.000.000,00 ; police de l'Union du 20 février 1930 pour F 10.000.000,00 ; police de la LLOYD'S Ang (s. d.) pour F. 1.000.000,00. 20 février 1927.

Bulletin de la Chambre de Commerce franco-brésilienne. Octobre 1927.

Banque Internationale à Luxembourg (janvier-décembre 1928).  
MM. KLEINWORT Sons & Co. de Londres. 1928-1929.

MM. WATTINNE-BOSSUT & Fils. 1928-1932.

Reposaaren Hoÿrysaka O/Y Helsinki. Octobre 1928 – avril 1930.

Compagnie d'Assurances Générales Accidents, Vols, Maritimes, Risques Divers : police d'assurance remplaçant celle de *La Foncière*. 1<sup>er</sup> mars 1929.

The Anglo-French Banking Corporation Ltd. 1929-1930.

J. Henry SCHRODER Banking Corporation de New York. 1929-1936.

MM. GMP MURPHY & Cie New York. 1929-1937.

Police d'assurance LLOYD'S London. Années 1930.

Société JAPY-LORTHOIS. 1931-1932.

**Moratoire en Allemagne. 1931-1932.**

- lettres de l'Union Syndicale des Banquiers de Paris et de la Province. 1931-1932.
- textes officiels.
- réponse des banques françaises aux propositions du Comité des Banques Allemandes à la suite des réunions des 30 juillet et 7 août 1931.
- accord conclu à Bâle en vue de la continuation des crédits étrangers à l'Allemagne, entré en vigueur le 18 août 1931.
- formules dont le Comité des Banques Françaises recommande l'emploi dans l'application de l'accord.
- conditions minima adoptées pour ces opérations par les Banques de Paris.
- BERLINER HANDELSGESELLSCHAFT (moratoire 1931-1932) : correspondance et pièces diverses.
- DARMSTADTER UND NATIONALBANK (moratoire 1931-1932) : correspondance et pièces diverses.
- DRESDNER BANK (moratoire 1931) : correspondance et pièces diverses.
- DEUTSCHE BANK und DISCONTO-GESELLSCHAFT. 1931.
- COMMERZ UND PRIVAT BANK : correspondance. 1931.

## 144 AQ 26 (suite)      Dossier 1919-1966 (suite).

The Mercantile Bank of India Ltd. Mars 1936.

Revendications générales de la CGT de la Finance. 1936.

Ouvrage « La Banque à travers les âges » édité par la revue *BANQUE*. 1937.

- correspondance entre « MM. MALLET Frères & Cie » et la revue *BANQUE*. Mai-juin 1937.
- correspondance entre « MM. MALLET Frères & Cie » et GLYNN, MILLS & Co au sujet de « La Banque à travers les âges ». 23 et 29 juillet 1937.
- plan général de l'ouvrage.
- pages de l'ouvrage : pp 17 à 22, 28, 93 à 96, 113-114.

Guaranty Trust Company of New York. Mars 1939.

Permis de circuler en automobile donné à Mme la Baronne MALLET née de MAUPEOU, allant du 19 au 25 octobre 1939.

Journal Officiel en français et en allemand : ordonnances concernant notamment les propriétés ennemies. 21 juin 1940.

Copie d'un courrier (origine non indiquée) intitulé « Déclaration aux autorités allemandes des biens appartenant à des sujets ennemis ». Instructions à suivre. 20 novembre 1940.

Lettre de la Banque de l'Union Parisienne annonçant sa mise à disposition auprès de « MM. MALLET Frères & Cie » d'un service spécialisé créé en son sein pour les demandes de transferts de fonds en zone non occupée. 10 octobre 1940.

### **Demandes bilingues d'autorisations de transferts de fonds. 1940-1941.**

- Imprimés du Ministère des Finances et du Finanz Ministerium allemand.  
Service des envois de fonds et de règlements en zone non occupée (Amtliche geldversendung und zahlungsgenesmigungsstelle für das unbesetzte Gebiet) : demande d'autorisation des mois d'octobre, novembre et décembre 1940.
- Imprimés en langue allemande : Der chef des Militärverwaltungsbezirks Paris – Verwaltungsstab. décembre 1940-janvier 1941.
- Note du Ministère des Finances, Service des règlements en zone non occupée annonçant que l'envoi de fonds et de valeurs en zone non occupée ne nécessite plus d'autorisation préalable, à l'exception de l'or, des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères. 24 mai 1941.
- Pelures de courriers adressés en français et en allemand par MM. MALLET Frères & Cie au Chef des Militärverwaltungsbezirks – Paris – Verwaltungsstab, concernant des demandes d'autorisation pour envoi de fonds à des clients MALLET réfugiés en zone non occupée ou à des personnes résidant à l'étranger.

Cartes inter-zones pré-imprimées envoyées par des clients MALLET demandant de leur envoyer des fonds. 1940-1941.

Fiches établies à la Banque MALLET, manuscrites ou dactylographiées, concernant l'envoi de fonds pour des clients avec mention de la somme, de la périodicité, de l'adresse, etc. Parfois traduction en allemand. 1940-1941.

Liste de clients avec situation des comptes et dans certains cas montant des envois de fonds. S. d.

**Correspondance entre clients et Banque MALLET Frères & Cie et entre la Banque MALLET et la Banque de France concernant le transfert de fonds en zone non occupée. 1940-1941.**

- lettres de clients adressées à « MM. MALLET Frères & Cie » demandant l'envoi de fonds pour eux-mêmes ou pour des tiers en zone non occupée. Janvier - avril 1941.
- lettres de clients et pelures du courrier envoyé par « MM. MALLET Frères & Cie » en réponse, concernant pour la plupart l'envoi de fonds en zone non occupée. Janvier, février, avril et mai 1941.
- lettres imprimées classiques utilisées par les clients pour demander l'envoi de fonds pour eux-mêmes ou pour un tiers. Avril et mai 1941.
- copies-pelures de courriers adressés aux clients de la Banque MALLET correspondant pour la plupart à des envois de fonds en zone non occupée suite à des demandes. Mars, avril, mai 1941.
- pelures de courriers adressés à la Banque de France par la Maison MALLET concernant l'envoi de fonds à des clients en zone non occupée. Novembre 1940, mars et mai 1941.

**Courriers. 1941.**

- de l'Office des Changes : opération de compensation concernant un chèque de « MM. MALLET Frères & Cie » sur la Banque de France. 24 juin 1941.
- du Ministère des Finances – Service des règlements en zone non occupée. 11 mars 1941.
- Imprimé du Département de la Seine – Direction des Affaires Economiques et Sociales : demande de transfert de fonds. 21 mai 1941.

Notification de la Banque de France, succursale de Châtellerault, à un client MALLET, du transfert de fonds effectué à son profit par la Maison MALLET. 18 novembre 1940.

Correspondance entre la Banque MM. MALLET Frères & Cie et d'autres banques concernant le transfert de fonds pour des clients MALLET se trouvant en zone non occupée : demandes d'autorisation auprès des autorités, certificats de résidence, etc. Janvier-avril 1941, juillet 1941.

**Relations avec MM. SAINT-OLIVE, CAMBEFORT & Cie de Lyon. 1940-1941.**

- extraits du compte de M. Philippe MALLET chez MM. SAINT-OLIVE, CAMBEFORT & Cie aux 30 décembre 1940 et 30 juin 1941.
- extraits du compte de « MM. MALLET Frères & Cie » au 31 décembre 1940 et 30 juin 1941.
- avis de virement de « MM. SAINT-OLIVE, CAMBEFORT & Cie » au crédit de M. Philippe MALLET. 10 juillet 1941.
- avis de crédit pour « MM. MALLET Frères & Cie » des 23 décembre 1940 et 25 janvier 1941 par « MM. SAINT-OLIVE, CAMBEFORT & Cie ».

**Relations avec la Banque F. TARNAUD & Cie. 1941.**

- avis de crédits et débits sur le compte de M. André MALLET à la banque F. TARNAUD & Cie. Avril, mai, juin 1941.
- arrêtés de compte de « MM. MALLET Frères & Cie » et de M. André MALLET à la banque F. TARNAUD & Cie. 31 mars, 10 avril, 30 mai et 24 juin 1941.
- imprimé vierge de la banque F. TARNAUD & Cie devant être retourné par les clients.

**Règlements Alsace-Lorraine. 1942-1943.**

- bulletin des 16-17 juin et 6 août 1942 ; copie d'une lettre de l'Association Professionnelle des Banques du 2 octobre 1942 regardant les modalités d'application des règlements avec l'Alsace-Lorraine.
- correspondance concernant le solde créditeur de Mme Marguerite LAFFITTE de la banque MALLET à la DRESDNER BANK à Mulhouse. Septembre et octobre 1942.
- Transfert de X. Reichsmarks de la Banque MALLET à Mme Maurice GRUNELIUS. Novembre 1943.

## 144 AQ 26 (fin) Dossier 1919-1966 (fin).

### Accords de paiements franco-norvégiens. 1942-1944.

- correspondance et pièces, avis de transfert de fonds, concernant MM. SADGEROG, FORENINGEN, HALDEN (de Norvège), état de leur compte. Avril 1940 et novembre/décembre 1942.
- correspondance et pièces concernant M. James Paul GOVARE, avocat à la Cour d'Appel, concernant un transfert de fonds vers une banque norvégienne pour le compte d'un client. Avril 1942.
- Correspondance, pièces et avis concernant un transfert de fonds depuis la NORSK CREDIT BANK à Oslo pur le compte du Docteur J. PULSFORT dans les livres de « MM. MALLET Frères & Cie ». Avril et octobre 1943.
- bordereaux d'envoi de chèques, avis de crédit, courriers à l'Office des Changes, pour des opérations avec la NORSK CREDIT BANK à Oslo. Mai 1942, juin/juillet 1942, janvier 1943, avril 1943, septembre/octobre 1943, mai/juin 1944.

Liste des comptes bloqués MALLET. S. d.

Convocation à l'Assemblée générale ordinaire et ordre du jour de la société de WENDEL & Cie. 11 mai 1957.

Formules de chèques « MMRS MALLET Frères & Cie » et « MMRS de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET ». S. d.

## **Fonds MALLET complément**

### **Grands livres et états divers**

<b>144 AQ 27</b>	Débiteurs divers des sociétés MALLET.	<b>1816-1856</b>
<b>144 AQ 28</b>	Grand Livre des Mines de Grisoeuil et Bellevue.	<b>1828-1829</b>
<b>144 AQ 29</b>	Exploitation des mines du Grosmesnil en Auvergne.	<b>Juin 1828-février 1829</b>
<b>144 AQ 30</b>	Inventaires du magasin MALLET, rue d'Hauteville (savons, sels de soude, suif, etc.)..	<b>1839-1855 (manque 1842)</b>
<b>144 AQ 31</b>	Liquidation des mauvaises créances au 31 décembre 1847.	<b>1847</b>
<b>144 AQ 32</b>	Règlement des comptes des fonds publics pour les sociétés et les clients de « MM. MALLET Frères & Cie ».	<b>1847-1851</b>
<b>144 AQ 33</b>	Magasins MALLET de savons et sels de soude, carnet d'entrées et sorties de marchandises.	<b>1852-juin 1856</b>

<b>144 AQ 34</b>	Comptes de ventes en gros de marchandises.	<b>26 septembre 1856-10 janvier 1859</b>
<b>144 AQ 35 et 36</b>	Mauvais débiteurs et clients douteux (2 registres).	<b>1858-1931</b>
<b>144 AQ 37</b>	Liquidation de la succession d'Aimé Léonard TORRAS.	<b>1872</b>
<b>144 AQ 38</b>	Bilan et évaluation du portefeuille-titres de la Maison MALLET (1891-1928) + compte de profits et pertes.	<b>1891-1928</b>
<b>144 AQ 39</b>	Bilan et évaluation du portefeuille-titres de la Maison MALLET (1931-1945) + compte de profits et pertes.	<b>1931-1945</b>
<b>144 AQ 40</b>	<b>Evaluation des portefeuilles « MM. MALLET Frères &amp; Cie ».</b>	
	Evaluation du portefeuille-titres au 28 février 1939 et au 29 février, 30 avril et 31 mai 1940 + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres.	<b>1939-1940</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 30 avril, 30 mai, 30 juin, 31 juillet, 29 août, 30 septembre, 31 octobre, 28 novembre et 31 décembre + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres.	<b>1941</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 30 janvier, 27 février, 31 mars, 30 avril, 30 novembre et 31 décembre + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres.	<b>1942</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 31 janvier, 28 février, 31 mars, 30 avril, 31 mai, 30 juin, 30 juillet, 31 août, 30 septembre, 29 octobre, 30 novembre et 31 décembre + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres.	<b>1943</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 31 mars, 30 avril, 31 mai, 30 juin, 31 octobre, 30 novembre et 29 décembre + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres.	<b>1944</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 31 janvier, 28 février, 4 juin, 30 juin, 31 août, 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre et 31 décembre + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres.	<b>1945</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 28 février, 31 juillet, 30 août, 31 octobre et 31 décembre + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres.	<b>1946</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 31 mars, 31 octobre et 31 décembre.	<b>1947</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.	<b>1948</b>
	Evaluation du portefeuille-titres au 31 mars, 29 juillet et 30 septembre.	<b>1949</b>

**144 AQ 40 (suite)      Evaluation des portefeuilles « MM. MALLET Frères & Cie » (suite).**

Evaluation du portefeuille-titres au 31 décembre.	<b>1950</b>
Evaluation du portefeuille-titres au 31 mars, 31 mai, 31 août, 4 octobre, 30 novembre et 31 décembre + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres 1951 et 1952.	<b>1951-1952</b>
Evaluation du portefeuille-titres au 31 décembre.	<b>1955</b>
Evaluation du portefeuille-titres au 29 mars et 28 juin.	<b>1957</b>
Evaluation du portefeuille-titres au 31 décembre.	<b>1958</b>
Evaluation du portefeuille-titres au 31 mars + intérêts du portefeuille, bénéfices sur titres, bénéfices sur participation, pertes sur titres 1960.	<b>1959-1960</b>
Evaluation du portefeuille-titres au 31 décembre (3 parties).	<b>1963</b>
Moins-values du portefeuille-titres au 31 décembre 1950, 4 octobre 1951, 31 décembre 1951, 31 décembre 1954).	<b>1950-1954</b>
Plus-values sur valeurs cotées au 31 juillet 1940, 30 août et 30 octobre 1940.	<b>1940</b>
Plus-values et moins-values 31 décembre 1954.	<b>1954</b>
Dossier « Opérations sur diverses valeurs » au 29 août, 30 septembre, 31 septembre et 28 novembre 1941 + 31 juillet 1942.	<b>1941-1942</b>
Ventes de valeurs du portefeuille-titres effectuées à la Bourse de Bordeaux le 16 octobre 1940.	<b>1940</b>
Titres vendus (immobilisations réalisées à réinvestir dans les trois ans) : 1948, 1950, 1951.	<b>1948-1951</b>
Titres en portefeuille depuis plus de cinq années à réinvestir dans les trois ans : ventes de 1952, 1953, 1954.	<b>1952-1954</b>
Titres restant à vendre : juin 1951 (d'après le projet de juin 1950).	<b>1951</b>
Liste des valeurs à extraire du portefeuille-titres pour réduire les moins-values.	<b>27 août 1941</b>
Bilans comparés entre MALLET, VERNES, « de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie », HOTTINGUER au 30 septembre 1947, 31 décembre 1949, 31 décembre 1955, 31 décembre 1956, 31 décembre 1962, 31 décembre 1963.	<b>1947-1963</b>
Bilans comparés entre MALLET, « de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie », HOTTINGUER, VERNES, Veuve DEMACHY au 31 décembre 1957 et 31 décembre 1958.	<b>1957-1958</b>

**144 AQ 40 (suite)      Evaluation des portefeuilles « MM. MALLET Frères & Cie » (suite).**

Bilans « de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie » (s. d., entre 1946 et 1948), Banque VERNES (s. d., entre 1946 et 1948), Banque Vve DEMACHY (s. d., entre 1946 et 1948), HOTTINGUER & Cie (situation au 30 septembre 1947).

**S. d., 1946-1948**

Bilans au 31 décembre 1946 (BALO du 26 mai 1947) : Banque COURTOIS, « MM. MALLET Frères & Cie », « MM. de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie », « MM. HOTTINGUER & Cie », Banque LEHIDEUX.

**1946**

Bilans MM. « de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie » (extrait du BALO du 8 mars 1948).

**1948**

Situations périodiques au 31 décembre 1947 de la Banque MM. MALLET Frères & Cie.

**1947**

Situation trimestrielle de 1959 de la Banque MM. MALLET Frères & Cie.

**1959**

Rapport du Commissaire de Société sur le bilan du 31 décembre 1946 de la société en nom collectif « MM. MALLET Frères & Cie ».

**1946**

Étude sommaire du bilan MFC de fin 1956.

**1956**

Relevé mensuel Profits et Pertes (« P.P. ») de juillet 1940.

**1940**

Détail des comptes concourant à l'établissement du compte « P.P. » au 31 décembre 1940.

**1940**

Relevé mensuel « P.P. » de 1941.

**1941**

Détail des comptes concourant à l'établissement du compte « P.P. » au 31 décembre 1941 et au 31 décembre 1942.

**1941-1942**

Relevé mensuel « P.P. » de 1942, 1943, 1944.

**1942-1944**

Profits et Pertes MFC exercice 1944.

**1944**

Profits et Pertes MFC exercice 1945.

**1945**

Détail des sous-comptes de « P.P. » 1947.

**1947**

Profits et Pertes MFC exercice 1950.

**1950**

Profits et Pertes MFC : relevé mensuel 1951.

**1951**

Profits et Pertes MFC exercice 1955 et 1956.

**1955-1956**

**144 AQ 40 (fin) Evaluation des portefeuilles « MM. MALLET Frères & Cie » (fin).**

Détail des sous-comptes de « P.P. » 1951.	<b>1951</b>
Profits et Pertes MFC : relevé mensuel 1952.	<b>1952</b>
Profits et Pertes MFC : relevé mensuel 1960.	<b>1960</b>
Comparaison des commissions perçues pendant les exercices 1955 et 1956.	<b>1955-1956</b>
Tableau de comparaison de cours (1 <sup>er</sup> juin 1939 – 6 juillet 1943).	<b>1939-1943</b>
Participations MFC au 30 décembre 1950, 31 août et 31 décembre 1951, 11 juin 1952.	<b>1950-1952</b>
Représentation graphique des emplois de fonds « MM. MALLET Frères & Cie » au 31 décembre 1960, 1961, 1962 et 1963.	<b>1960-1963</b>
Comparaison des dépôts par branches économiques en valeurs relative et absolue, commissions de mouvements de comptes, entrées totales du portefeuille et décomposition par catégorie d'escompte, comparaison des risques par branches économiques en valeur relative, répartition des risques par nature de crédit en pourcentage (1960/1963).	<b>1960-1963</b>
Frais généraux 1940, 1942, 1945, 1946.	<b>1940-1946</b>
Mouvement général des opérations en 1951.	<b>1951</b>
Projet d'arbitrage d'actions.	<b>28 août 1951</b>
Compte « Intérêts » au 1 <sup>er</sup> semestre 1958, comparaison avec 1957.	<b>1957-1958</b>
Tableau concernant les associés (droits de garde, ventes d'actions, dividendes, etc.) : n°1 (1942), n°1 (1943/1944/1945), n°2 (1944/1945), n°3 (1944/1945).	<b>1942-1945</b>
Tableaux concernant des actions par secteurs économiques au 30 juin 1947.	<b>1947</b>
Amortissement des immeubles n°37 et 39 rue d'Anjou à Paris (1945/1951).	<b>1945-1951</b>
Note du 20 juin 1951 sur l'agrandissement du Bureau de la Caisse par extension sur la cour.	<b>1951</b>
Plan concernant la modification du hall de « MM. MALLET Frères & Cie », au n°37 de la rue d'Anjou à Paris.	<b>S. d.</b>

## Fonds de NEUFLIZE complément

144 AQ 41

Parchemin allemand dont la date est illisible.	<b>S. d.</b>
Attestation de propriété de trois balles de draperies faite par Louis DOXAT, associé de « MM. Pierre AUBERT, LOMBARD & Cie » (XVIII <sup>ème</sup> siècle)	<b>XVIIIe s.</b>
Généalogie des familles ANDRE, RIVET et PIEYRE.	<b>S. d.</b>
Testament de M. Jacob DUPAN du 30 septembre 1775 (père de l'épouse de M. François ANDRE ; Jacques MALLET est nommé exécuteur testamentaire).	<b>1775</b>
Convention de mariage entre M. François ANDRE, négociant à Paris, et Mlle Louise Eléonore DUPAN, représentée par M. Jacques MALLET dûment habilité. 1782.	<b>1782</b>
Prospectus d'émission d'un emprunt à lots de six millions de livres ouvert par S.A.S. Monseigneur le duc d'Orléans. 5 décembre 1785.	<b>1785</b>
Correspondance relative aux contrats de subsistance passés par le Ministre de l'Intérieur ROLLAND avec la Maison « MM. ANDRE NEVEU & Cie » de Gênes. 16 avril au 14 octobre 1792.	<b>1792</b>
Copie de la brochure « de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie ». 1800-1950.	<b>1800-1950</b>
Formulaire annonçant la liquidation de la société « MM. DUPIN, ANDRE ». 22 septembre 1806.	<b>1806</b>
Formulaire imprimé du banquier Dominique ANDRE du 23 septembre 1806 sur la liquidation de la société de Banque et de Commerce « MM. DUPIN, ANDRE ».	<b>1806</b>
Soumission demandée par « MM. ANDRE & COTTIER » auprès du Ministère de la Marine d'une fourniture de 82.000 kg de chanvre de Russie. 22 juin 1819.	<b>1819</b>
Lettre du Comte DECAZE au sujet d'une lettre de crédit de F. 60.000,00 à accorder au Comte de LIVENE, officier des Haras en partance pour l'Allemagne, afin d'acheter des chevaux de remonte. 8 janvier 1820.	<b>1820</b>
Lettre du Duc de DALMATIE, Ministre de la Guerre, à « MM. ANDRE & COTTIER » mandataires d'Ibrahim, ex-Aga d'Alger, qui rejette leur demande d'une indemnité supplémentaire de 5.000 sequins. 20 septembre 1833.	<b>1833</b>
Police d'assurance « La Cie Royale » en faveur de M. Jean ANDRE (+ reçu de la même date) pour l'assurance à hauteur de F. 70.000 de son logement et de son mobilier au 41 rue des Petites Ecuries à Paris (3 décembre 1835). Renouvellement de la même police en date du 9 mai 1842.	<b>1835-1842</b>
Prospectus pour la souscription chez « MM. J. LAFFITTE & Cie » de 54 millions de Francs pour la construction d'un chemin de fer de Paris à Tours via Chartres.	<b>S. d.</b>

**144 AQ 41 (fin)**

Liste des souscripteurs pour une opération inconnue de grande envergure.

S. d.

Lettre de M. Casimir PERIER, député du 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, sur la mort du citoyen anglais BURGESS à Naples, en novembre 1827. 7 octobre 1846.

1846

Copie de la convention entre la Ville de Paris, représentée par M. Jules FERRY, et sept banquiers importants (dont ROTHSCHILD pour 40%, « MM. MALLET Frères & Cie » pour 10%, la Maison ANDRE pour 10%), pour le paiement de la contribution de Guerre de 200 millions de francs.

S. d.

Copie de la convention passée entre les trois mandataires de BISMARCK et MM. M. DUTILLEUL, Léon SAY et Alfred ANDRE sur les modalités pratiques du paiement de cette contribution de guerre de 200 millions de francs. 11 février 1871.

1871

Diverses lettres de change émanant de diverses sociétés étrangères (1871 et 1872, puis de 1878 à 1891).

1871-1891

**144 AQ 42** Banquet offert par le Baron de NEUFLIZE à ses associés et employés le 19 décembre 1900.

1900

Poème du comptable Jules VAN HECKE rappelant le souvenir du banquet exceptionnel offert par Alfred ANDRE en décembre 1870 (saucisson de lion, rôti d'ours, etc.).

1870

Statuts de la Société Anonyme dite Compagnie Française pour l'Amérique du Nord, faits en l'étude de Maître Charles TOLLU. 10 décembre 1919.

1919

**Compagnie Française pour l'Amérique du Nord (C.F.A.N.).**

1919-1920

- feuille de présence des actionnaires à l'assemblée constitutive du 12 décembre 1919.
- notes des déboursés et honoraires dus à l'étude de Maître Charles TOLLU. 20 août 1920.
- dépôt de délibération du conseil d'administration de la C.F.A.N. du 29 janvier 1920.
- dépôt de pièces de publication concernant la constitution de la société et le transfert du siège social. 25 juin 1920.
- correspondance entre la C.F.A.N. et « MM. de NEUFLIZE & Cie ». Novembre 1920.

**« MM. Vve GUERIN & Fils ».**

- reçus de titres du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 1919.
- reçus d'actions de la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt en vue de l'assemblée générale ordinaire du 28 octobre 1919.
- reçus pour tickets de tramway.
- Reçu de la Maison Michel CAILHOT pour achat d'un timbre caoutchouc.

« MM. de NEUFLIZE & Cie » : notice historique publiée à l'occasion du 125<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement à Paris de leur Maison de Banque.

1667-1925

Article de presse retraçant le mariage de Mlle Marie-Madeleine de NEUFLIZE avec le Baron Christian de TURCKHEIM. 6 mars 1925.

1925

Correspondance entre la Société Générale de Belgique et « MM. de NEUFLIZE & Cie » concernant la garantie donnée par « MM. de NEUFLIZE & Cie » à ladite Société Générale de Belgique. Juin-décembre 1933.

1933

**144 AQ 42 (fin)**

Attaques contre la Maison de NEUFLIZE.

- article « Les fils ne valent pas les pères », extrait du journal « *Aux Ecoutes de la France* ». S. d.
- commentaires.

**Années 1930**

### **Banque de l'Union Parisienne.**

**1931-1934**

- bilan au 31 août 1931.
- état du compte entre « MM. de NEUFLIZE & Cie » et la B.U.P. arrêté au 31 mars 1932.
- correspondance de M. Pierre MIRABAUD, Vice-Président de la B.U.P., concernant la constitution sous sa direction d'un groupement en vue de l'achat et de la vente d'actions de la B.U.P., adressée à « MM. de NEUFLIZE & Cie ». Avril 1933-octobre 1934.
- correspondance, notes, projets de lettres, récapitulatifs financiers concernant la prorogation d'une facilité de trésorerie accordée à la B.U.P. Novembre 1933-avril 1934.

### **Fonds de secours à la Banque de l'Union Parisienne.**

**Octobre 1931**

- protocole de deux facilités de trésorerie accordées à la B.U.P. par plusieurs banques, dont « MM. de NEUFLIZE & Cie ». 3 octobre 1931.
- accord entre la Société Générale de Belgique, « MM. DEMACHY & Cie », « MM. HOTTINGUER & Cie », « MM. MALLET Frères & Cie », « MM. MRABAUD & Cie », « MM. de NEUFLIZE & Cie » et « MM. VERNES & Cie », pour deux facilités de trésorerie accordées à la B.U.P. 31 octobre 1931.
- protocole du 28 octobre 1931 entre les associés-gérants de « MM. de NEUFLIZE & Cie » concernant le crédit de F. 25.000.000 accordé à la B.U.P. le 3 octobre 1931.
- accord par écrit de chacun des associés-gérants concernant cette opération (Louis MONNIER, Pierre GIROD, Baron de NEUFLIZE, Jacques de NEUFLIZE, Lucien MENAGE, Philippe CRUSE, Christian MONNIER). 28 octobre 1931.

**1931**

Étude sur la Banque de NEUFLIZE & Cie, extrait du journal « *Les Informations Politiques et Financières* » du 8 janvier 1934.

**1934**

### **Société Financière de Gestion Mobilière et Immobilière (S.F.G.M.I.).**

**1934-1935**

- assemblée générale ordinaire du 19 octobre 1934.
- correspondance adressée à « MM. de NEUFLIZE & Cie » par « MM. MALLET Frères & Cie », « MM. MIRABAUD & Cie », « MM. HOTTINGUER & Cie » et « MM. VERNES & Cie » concernant la S.F.G.M.I. Mars 1932-juin 1934.
- mémo concernant la S.F.G.M.I. du 14 novembre 1934 suivant l'assemblée générale du 19 octobre.
- correspondance adressée à « MM. de NEUFLIZE & Cie » par la S.F.G.M.I. et la Banque de l'Union Parisienne. Crédit de F. 750.000 accordé par « MM. de NEUFLIZE & Cie » à la S.F.G.M.I. Mars-avril 1934.
- correspondance de « MM. MALLET Frères & Cie » à « MM. de NEUFLIZE & Cie » concernant la S.F.G.M.I. Janvier 1935.

## **Fonds SCHLUMBERGER complément**

144 AQ 43

### **Dossier Papiers divers de la famille SCHLUMBERGER.**

1905-1921 et s. d.

- copie de l'Adelsbrief (Lettres de Noblesse) de M. Jean SCHLUMBERGER, Président du Tribunal de Commerce de Mulhouse. S. d.
- modification aux statuts de la Société Anonyme de Filature et Tissage Mécanique du Bas Rhin. S. d.
- déclaration de nationalité française de Maurice de SCHLUMBERGER. 25 juillet 1905.
- décret présidentiel autorisant les descendants de Jean de SCHLUMBERGER à faire supprimer la particule de tous leurs actes d'état civil. 2 mars 1921.

### **Dossier sur la Société Anonyme FRANCO CANADIAN TRUST.**

1939-1940.

- notes de voyage, correspondance professionnelle.
- Mémos.
- plans de villes canadiennes.
- Photos.
- diapositive représentant une action de la Société FRANCO CANADIAN TRUST.

Résumé du congrès SCHLUMBERGER à MULHOUSE GUEBWILLER les 11, 12 et 13 mai 1984.

1984

« M. GUIZOT et le Val Richer », numéro spécial de l'Association « Le Pays d'Auge ». Août-septembre 1987.

1987

Brochure (copie) : « MM. de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie ». 1800-1950.

1800-1950

Historique de la Maison MM. SCHLUMBERGER & Cie, du 18 juin 1919 au 15 mars 1943.

1919-1943

### **Formation de la société « MM. SCHLUMBERGER, ISTELE, NOYER ».**

18 juin 1919

- deux modèles d'actes d'association. Avril 1907 et octobre 1916.
- extrait sur timbre de l'acte du 18 juin 1919.
- copie de l'acte du 18 juin 1919.
- extrait du Greffe de la Justice de Paix du 9<sup>ème</sup> arrondissement de la Ville de Paris. 20 juin 1919.
- deux extraits du Greffe du Tribunal de Commerce du département de la Seine. 21 juin 1919.

1919

Statuts SCHLUMBERGER & Cie.

S. d.

Modèle de statuts ayant servi pour le contrat en commandite.

1919

Liste des pièces officielles « MM. SCHLUMBERGER, ISTELE, NOYER » et « MM. SCHLUMBERGER & Cie », entre le 22 juin 1919 et le 20 mars 1943.

1919-1943

## 144 AQ 43 (suite)

Augmentation de capital porté de 100.000 à 500.000 Francs le 1<sup>er</sup> juillet 1921 et transfert du siège de la société du n°41 boulevard Haussmann au n°10 rue Édouard VII à Paris.

- extrait des minutes du Greffe de la Justice de Paix du 9<sup>ème</sup> arrondissement de la Ville de Paris. 18 juin 1921.
- copie de l'acte du 8 juin 1921.
- acte du 16 juin 1921.

1921

Transfert du siège social de la société du n°10 rue Édouard VII au n°1 rue Taitbout (deux copies de l'acte du 15 octobre 1922).

1922

Procurations diverses.

- POSTES : janvier 1924, décembre 1932, novembre 1933.
- compte « MM. SCHLUMBERGER & Cie » chez « MM. MORGAN & Cie ». 4 janvier 1937.
- comptes « MM. SCHLUMBERGER & Cie » ouverts au Crédit Industriel et Commercial, chez Lloyds, chez National Provincial Foreign Bank Ltd., au Crédit Commercial de France (toutes à la date du 1<sup>er</sup> juin 1938).

1924-1938

Reçu sur timbre de la somme de F. 20.000 (prêt consenti à la Banque LERCH & Cie). 31 octobre 1924.

1924

Augmentation de capital porté de 500.000 à 1.000.000 de Francs à compter du 22 mars 1924.

- extrait des minutes du Greffe de la Justice de Paix du 9<sup>ème</sup> arrondissement de la Ville de Paris. 25 mars 1924.
- deux exemplaires de l'acte du 22 mars 1924.
- correspondance avec le Cabinet Stéphane CLEMENTEL entre le 1<sup>er</sup> avril et le 2 juillet 1924.

1924

Transformation de la société en « Société en Commandite Simple MM. SCHLUMBERGER & Cie » en date du 30 décembre 1924 et modification des statuts

1924

Augmentation de capital porté de 1.000.000 à 1.200.000 Francs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1925.

- quatre pouvoirs du 30 décembre 1924.
- trois copies de l'acte du 1<sup>er</sup> janvier 1925.
- acte du 1<sup>er</sup> janvier 1925.
- extrait du registre des actes sous seing privé en date du 5 mars 1925.

1924-1925

Documents relatifs à l'acquisition du fonds de commerce de la « MAISON DE FRANCE, LAMBORN et CAZIOT »

- cahier de charges à la requête de M. LAFORGE pour vendre un fonds de commerce dépendant de la faillite « MAISON DE FRANCE » et adjudication au profit de « MM. SCHLUMBERGER, ISTEEL & NOYER » (étude de Me Ernest CHAMPETIER de RIBES, notaire). 11 août 1922.
- acte de vente du fonds en date du 6 décembre 1924.

1922-1924

Reçu du dépôt du Journal des Sociétés Françaises par Actions relatif au changement de dénomination de la société SCHLUMBERGER. 6 février 1926.

1926

## 144 AQ 43 (suite)

Reprise de bail de la « MAISON DE FRANCE, LAMBORN et CAZIOT », sise aux n°1-3 rue Taitbout. <ul style="list-style-type: none"><li>▪ description des locaux du n°3 rue Taitbout et montant du loyer (extrait bail URBAINE).</li><li>▪ bail URBAINE du n°1 rue Taitbout enregistré à Paris le 7 octobre 1925.</li><li>▪ acte de cession de bail par la société LAMBORN à « MM. SCHLUMBERGER &amp; Cie » des locaux du n°3 rue Taitbout, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1926.</li><li>▪ signification de cession de bail du n°3 rue Taitbout par Raoul BOURDIER, huissier, le 10 janvier 1927.</li><li>▪ requête sur timbre de renouvellement de la location des locaux du n°1 rue Taitbout, Raoul BOURDIER, le 13 juillet 1927.</li></ul>	<b>1925-1927</b>
Succession de Paul SCHLUMBERGER : acte de Me POISSON du 8 février 1927 concernant la cession des parts de commandite à M. Maurice SCHLUMBERGER.	<b>1927</b>
Pouvoirs à l'assemblée générale de la Société Générale de Bonneterie du 26 juin 1927.	<b>1927</b>
Acte de garantie de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » en date du 14 mai 1928 relatif à l'accomplissement par SOVEL des engagements pris vis-à-vis de la Ville de Mulhouse par contrat du 4 mai 1928 (annulé).	<b>1928</b>
Copie d'une lettre adressée le 26 décembre 1928 à European Investment Company – VADUZ et acte de cession de créance sur la société FRANCO CANADIAN TRUST.	<b>1928</b>
Trois lettres adressées le 13 juin 1929 à M. le Percepteur des Contributions relatives au paiement de contributions dues par les sociétés « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et FRANCO CANADIAN TRUST.	<b>1929</b>
Signification de mainlevée d'opposition sur titres turcs avec reçu du Bulletin Officiel des Oppositions (6 et 27 août 1929) (sur timbre).	<b>1929</b>
Quatre lettres de la Société Lyonnaise pour l'Exploitation de Véhicules Électriques (S.L.E.V.E.) en date du 10 décembre 1929 relatives à l'inscription de parts bénéficiaires au nom de MM. Louis NOYER, Maurice SCHLUMBERGER, André ISTELE, et de la Société Auxiliaire de Placements.	<b>1929</b>
Copie d'une lettre de la Préfecture / Enseignement Technique en date du 18 octobre 1930 au sujet d'une exonération sur la taxe d'apprentissage.	<b>1930</b>
Acte de nantissement et sommation relatifs à 18.900 actions « Compagnie Grand Ducale d'Électricité du Luxembourg » appartenant à la société « l'Électrification Industrielle ». 20 février et 10 juin 1931.	<b>1931</b>
Copie d'une lettre de M. J. PAPET, architecte, autorisant « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à placer un coffre-fort dans leurs locaux. 17 mars 1931.	<b>1931</b>
Acte de sous-location d'une partie de l'appartement du n°3 rue Taitbout à la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel. 1 <sup>er</sup> octobre 1931.	<b>1931</b>

## 144 AQ 43 (suite)

- Acte de délégation d'une créance de la Ville de Valence à M. VERDIER jusqu'à concurrence de F. 80.000 (18 décembre 1931). 1931
- Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et le Receveur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre concernant une confirmation de remise des 10 et 11 décembre 1936.
- relevé détaillé des bénéfices taxables réalisés par les clients
  - liste des intermédiaires assujettis à la tenue du répertoire pour le compte desquels des opérations auraient été effectuées.
- 1936
- Acte modificatif après la cession de parts de Commandite à M. Maurice SCHLUMBERGER provenant des successions de Paul SCHLUMBERGER et Conrad SCHLUMBERGER. 4 août 1935. 1935
- Reçu timbré du quotidien « *Le Courrier* » en règlement de l'annonce du 20 août 1937. 1937
- Succession de Conrad SCHLUMBERGER.
- correspondance entre M. Maurice SCHLUMBERGER et MM. ISTELE et NOYER. 21 et 22 juillet 1936.
  - signification de Me Georges BERNARD, huissier, relative à la cession d'une part de commandite à M. Maurice SCHLUMBERGER. 7 août 1936.
- 1936
- Signatures autorisées
- un exemplaire du 1<sup>er</sup> janvier 1937.
  - trois exemplaires du 1<sup>er</sup> juin 1938.
  - un exemplaire du 15 mai 1941.
  - trois exemplaires du 1<sup>er</sup> janvier 1942 (dont deux certifiés).
- 1937-1942
- Procurations générales auprès du Crédit Lyonnais et de la Banque de France entre le 4 janvier 1937 et le 2 juin 1942. 1937-1942
- Correspondance (30 janvier-4 février 1937) entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et l'Inspecteur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre concernant l'envoi des documents suivants :
- extrait certifié conforme de l'article des statuts réglant la question de la répartition des bénéfices
  - tableau de la répartition des bénéfices de l'exercice 1934 suivant lequel a été calculé le taux pour les droits des commandites dans les bénéfices de la société.
- 1937
- Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et le Receveur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre :
- demande de remise d'amende encourue pour inscription de reports au Répertoire des Opérations de Bourse à la date du 7 avril courant pour la période du 25 mars au 10 avril 1937.
  - demande de remise d'amende encourue pour l'annulation sur l'Extrait du Répertoire Étranger déposé le 28 novembre 1939, d'une opération n°3022.
  - demande de restitution des droits de timbre lors de l'apposition du timbre à l'extraordinaire sur les carnets de chèques non individualisés. 10 février 1943.
  - demande de remise de pénalité encourue pour le versement hors délai de l'impôt sur le revenu des créances. 3<sup>ème</sup> trimestre 1944.
  - demande de remise d'une partie de la pénalité réclamée pour le timbrage insuffisant d'une lettre de change. 5 juillet 1945.
  - demande de remise d'amende encourue pour la présentation tardive à la formalité de l'enregistrement du bail d'une année consenti par « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à la Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel. 31 juillet 1945.
- 1937-1945

## 144 AQ 43 (suite)

Correspondance de 1937 et 1938 entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et les sociétés suivantes concernant la participation des commandités et commanditaires dans le capital de la société « MM. SCHLUMBERGER & Cie » :

- Société de Caution et de Gérance.
- Banque Transatlantique.
- Crédit Commercial de France (Paris).
- Crédit Commercial de France (Lyon).
- Banque Nationale Française du Commerce Extérieur.

**1937-1938**

Correspondance concernant les cessions de parts sociales. 4 août 1937.

**1937**

Extrait d'un acte sous seing privé concernant le nouveau capital de la société après deux cessions de parts sociales. 4 août 1937.

**1937**

Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et le Directeur de l'Enregistrement, Direction des Sociétés, sollicitant l'autorisation de scinder le Répertoire d'Opérations de Bourse en trois volumes. 14 décembre 1937.

**1937**

Évaluation de la part de commandite selon les chiffres du bilan SCHLUMBERGER. 31 décembre 1938.

**1938**

Mémoire concernant la création de la Banque MM. SCHLUMBERGER & Cie. 22 et 24 avril 1939.

**1939**

Impôt sur le revenu : demande de renseignements de l'Administration des Contributions Directes à « MM. SCHLUMBERGER & Cie » concernant des paiements à des personnes non domiciliées en France. 13 juin 1939.

**1939**

Courrier (année 1940) du Bureau de l'Enregistrement dispensant « MM. SCHLUMBERGER & Cie » de l'apposition du timbre à l'extraordinaire sur la souche de 32.000 actions.

**1940**

Succession de M. RIBOUD :

- correspondance entre MM. NOYER, ISTELE et Maurice SCHLUMBERGER concernant la cession d'une part en commandite. 11-12 février 1940.
- signification de Me Georges BERNARD, huissier, en date du 18 octobre 1940.

**1940**

Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et le Bureau de l'Enregistrement concernant une liste de comptes courants et de comptes-titres de personnes décédées. 27 mars 1940.

**1940**

Lettre de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à l'Office de Surveillance des Banques concernant les changements survenus dans la direction de la société depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940. 29 mars 1941.

**1941**

Pouvoirs sur timbre, en blanc, en huit exemplaires, de M. Louis NOYER, Mme RIBOUD, Mme Conrad SCHLUMBERGER, M. Georges SCHLUMBERGER, M. Jean SCHLUMBERGER, M. Maurice SCHLUMBERGER, M. Rémy SCHLUMBERGER et M. Henri NOYER, en vue de les représenter à toutes les assemblées de « MM. SCHLUMBERGER & Cie ».

**S. d.**

#### 144 AQ 43 (fin)

Originaux des pouvoirs aux assemblées générales de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 23 avril 1940 au 10 mai 1943

- 23 avril 1940 : Jean SCHLUMBERGER
- 10 mai 1940 : Louis NOYER
- 15 octobre 1940 : Jean SCHLUMBERGER
- 8 mars 1941 : Louise C. SCHLUMBERGER, Eugénie RIBOUD et Henri Jules NOYER
- 10 avril 1941 : Louis NOYER
- 15 mai 1941 : Maurice SCHLUMBERGER
- 27 mai 1942 : Georges SCHLUMBERGER
- 15 janvier 1943 : Rémy SCHLUMBERGER
- 22 février 1943 : note manuscrite
- 10 mai 1943 : Georges SCHLUMBERGER
- sans date : Maurice SCHLUMBERGER.

**1940-1943**

#### 144 AQ 44

Procurations « MM. SCHLUMBERGER & Cie » auprès de la Banque de France à Marmande. 22 juin 1940, 6 août 1940, 9 août 1940, 18 décembre 1940, 31 mars 1941, 2 juin 1941, 4 septembre 1941, 27 juillet 1943.

**1940-1943**

Procurations « MM. SCHLUMBERGER & Cie » auprès de la Banque GUILHOT à Tonneins. 6 août 1940, 27 juillet 1943.

**1940-1943**

Aryanité des associés :

- acte de naissance de Charles Philippe Maurice SCHLUMBERGER le 20 mai 1886 (acte du 5 mai 1922)
- certificats de baptême de l'Eglise Réformée de Lyon au nom de :
  - Louis Etienne NOYER, certifié conforme le 20 janvier 1944
  - Paul Antoine NOYER, certifié conforme le 22 octobre 1942
  - Marie Claudine Emma PAULMIER, certifié conforme le 22 octobre 1942
- attestation de baptême et bulletin de naissance de Etienne NOYER, certifiée conforme le 13 novembre 1942
- extrait du Registre des Baptêmes de l'Eglise Réformée de Lyon au nom de :
  - Henri Jules NOYER
  - Emilie NOYER
  - Albane Octavie NOYER, certifié conforme le 22 octobre 1942
- certificats de baptême de :
  - Louise DELPECH
  - Jacques Jean Edouard DELEPCH, certifiés conformes le 5 octobre 1942
- certificat d'aryanité de l'Eglise Réformée de France au nom de Henriette Ernestine OBERKAMPF, certifié conforme le 16 octobre 1942
- extrait de baptême de Rémy Pierre Daniel SCHLUMBERGER, certifié conforme par l'Eglise Réformée de Paris. 10 août 1943.

**1922-1944**

Ouverture de l'agence SCHLUMBERGER de Clairac :

- acte constitutif (autorisation préfectorale du 17 septembre 1940)
- publicité de société (extrait de la *Revue Marmandaise* du 23 novembre 1940)
- bail à loyer de 1943

**1940-1943**

Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie », l'Huissier et le Contrôleur Principal de l'Enregistrement concernant les cessions de parts intervenues en octobre et novembre 1940 + courriers aux Journaux d'Annonces Légales concernant lesdites cessions de parts.

**1940**

Acte de cession par « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à la Compagnie des Camions Electriques de 180 parts sociales de F 1.000 chacune de la Société Civile Immobilière SOVEL. 17 décembre 1940.

**1940**

**144 AQ 44 (suite)**

- Annulation de la procuration « MM. SCHLUMBERGER & Cie » au nom de Mme Lucienne LATOUCHE. 19 décembre 1940. **1940**
- Mémoire sur les impôts en date du 30 août 1940. **1940**
- Procurations auprès de « MM. MORGAN & Cie », à Chatelguyon, entre le 30 août 1940 et le 27 juillet 1943. **1940-1943**
- Renseignements fournis en exécution de l'Ordonnance du 18 octobre 1940. **1940**
- Assemblée générale « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 25 octobre 1940 : feuille de présence et procès-verbal des délibérations. **1940**
- Listes des procurations SCHLUMBERGER. 11 novembre 1940 – 31 juillet 1943 :
- comptes français
  - comptes étrangers
  - C.C.P.
  - coffres-forts
  - agents de change.
- 1940-1943**
- Cession de parts de commandite de Maurice SCHLUMBERGER à Louis NOYER et signification de Me Georges BERNARD, huissier. 14 novembre 1940. **1940**
- Assemblée générale « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 25 novembre 1940 :
- convocation de M. Jean SCHLUMBERGER
  - feuille de présence
  - procès-verbal des délibérations.
- 1940**
- Modifications apportées aux statuts de la société « MM. SCHLUMBERGER & Cie » par l'Assemblée générale des Associés du 15 novembre 1940. **1940**
- Courrier du 23 novembre 1940 à la Banque de France concernant la démission de M. André ISTELE (6 août 1940) et les modifications des statuts par l'Assemblée générale des Associés du 15 novembre 1940. **1940**
- Correspondance « MM. SCHLUMBERGER & Cie » concernant l'ouverture d'un compte chez « MM. SAINT-OLIVE, CAMBEFORT & Cie » à Lyon et envoi d'une procuration concernant le fonctionnement dudit compte. 18 décembre 1940, 2 juin 1941, 4, 29 et 30 septembre 1941, 12 juillet 1943. **1940-1943**
- Procurations de l'agence SCHLUMBERGER de Lyon entre le 18 décembre 1940 et le 7 avril 1944 auprès de :
- Banque de l'Union Parisienne
  - P.T.T.
  - Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel
  - Agents de change : Claude DUFOUR, Marcel FRACHON, André NICOLAS, Jean FERRY, François DELORS
  - Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque
  - Crédit Lyonnais
  - Banque de France
  - C.C.P.
- 1940-1944**

#### 144 AQ 44 (suite)

- Correspondance avec le Bureau de l'Enregistrement (janvier 1941) concernant le dépôt de titres étrangers (loi du 31 juillet 1929, décret du 20 février 1930). **1941**
- Assemblée générale « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 15 mars 1941 :
- feuille de présence
  - procès-verbal des délibérations.
- 1941**
- Augmentation du capital social du 15 mars 1941 et diverses correspondances. **1941-1942**
- Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et l'Inspecteur de l'Enregistrement concernant la remise du bilan estimatif de la société au 15 mars 1941. **1941**
- Correspondance avec le Directeur des Contributions Directes en date du 19 mars 1941 relative au relevé des comptes au 1<sup>er</sup> janvier 1939 et à ceux ouverts courant année 1939 (non joints). **1941**
- Demande d'agrément de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » auprès du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances concernant la possibilité de recevoir des actions de sociétés françaises ou étrangères en dépôt sous la forme « au porteur ». 20 mars 1941. **1941**
- Transfert à Lyon de l'agence SCHLUMBERGER de Clairac : mémorandum de MM. SCHLUMBERGER, GRETRY et VIDART. 19 mai 1941. **1941**
- Procurations concernant le compte TOULOUSE 42-295 des 23 juin 1941, 14 octobre 1941 et 5 octobre 1943. **1941-1943**
- Correspondance de l'Union Syndicale des Banquiers au sujet de la réglementation et l'organisation de la profession bancaire. 11 juillet 1941. **1941**
- Procurations auprès de la Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque à Alger. **S. d.**
- Procurations en faveur de comptes étrangers entre le 1<sup>er</sup> août 1941 et le 27 juillet 1943 auprès de :
- Société de Banque Suisse (Bâle et Genève)
  - Union des Banques Suisses (Genève)
  - Crédit Suisse (Zurich).
- 1941-1943**
- Procurations « MM. SCHLUMBERGER & Cie » auprès de M. Maurice ROLLAND (agent de change à Marseille) entre le 10 septembre 1941 et le 27 juillet 1943. **1941-1943**

#### 144 AQ 44 (suite)

Décision individuelle de l'Association Professionnelle des Banques en date du 16 octobre 1941 en vue de l'inscription de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » sur la liste des banques françaises ; contenu du dossier de demande d'inscription :

- correspondance entre SCHLUMBERGER et l'A.P.B. entre le 8 août et le 25 septembre 1941
- demande d'inscription du 23 septembre 1941
- situation comptable au 30 juin 1941
- liste détaillée des guichets permanents (23 septembre 1941)
- déclaration concernant les entreprises et personnes considérées comme juives (24 septembre 1941)
- déclaration relative à la nationalité et capacité du personnel dirigeant (24 septembre 1941)
- bilan avant répartition au 31 décembre 1941.

1941

Bureau de Lyon (années 1942 à 1946) : frais généraux et recettes.

1942-1946

Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et la Banque de France, siège de Paris, concernant :

- l'ouverture d'un compte courant au nom de l'agence SCHLUMBERGER de Clairac
- l'envoi d'une procuration pour le fonctionnement du compte. 13 avril – 8 mai 1942.

1942

Procurations agence SCHLUMBERGER de Clairac (1<sup>er</sup> août 1942-12 juillet 1943) auprès de

- Crédit Suisse (Zurich)
- MM. BORDIER & Cie (Genève)
- MM. LOMBARD, ODIER (Genève).

1942-1943

Correspondance de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » aux C.C.P. sollicitant l'ouverture d'un compte courant de chèques postaux. 31 août 1940.

1940

Notes diverses concernant l'ouverture des comptes entre le 11 février et le 24 septembre 1941.

1941

Assemblée générale « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 20 avril 1942 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- texte d'une insertion, dans le *Journal Spécial des Sociétés Françaises par Actions*, du procès-verbal de l'A.G. concernant l'augmentation de capital
- correspondance des 18 avril et 4 mai 1942 concernant l'augmentation de capital
- affectation de la somme de F. 700.000 virée au compte « Réserve ».

1942

Modifications apportées aux statuts de la société « MM. SCHLUMBERGER & Cie » par l'Assemblée générale des Associés du 20 avril 1942.

1942

Augmentation du capital social du 20 avril 1942.

1942

Lettre de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à la Banque de France les informant qu'ils ont bien droit à la qualification de Banque et qu'ils sont inscrits sur la liste sous le n°185. 27 mai 1942.

1942

144 AQ 44 (fin)

Procurations par M. Maurice SCHLUMBERGER établies entre le 27 mai 1942 et le 12 octobre 1943 par Me POISSON à divers mandataires comportant certains pouvoirs d'administration pour :

- Lyon
- l'agence de Clairac
- le siège de la rue Taitbout.

1942-1943

Procuration de M. Georges SCHLUMBERGER à divers, établie par Me POISSON en date du 3 juin 1942.

1942

Procuration de M. Rémy SCHLUMBERGER à divers, établie par Me POISSON en date du 11 juin 1942.

1942

Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et le Bureau de l'Enregistrement, Bureau des Opérations de Bourse, de Valeurs et de Commerce, concernant une demande de renseignements sur des opérations de bourse effectuées entre le 10 et le 24 juillet 1942.

1942

Ouverture d'un compte SCHLUMBERGER à la Banque de l'Union Parisienne :

- lettre de la B.U.P. à « MM. SCHLUMBERGER & Cie » en date du 4 décembre 1942
- lettre de « MM. SCHLUMBERGER et Cie » à la B.U.P. en date du 7 décembre 1942.

1942

Attestation de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » déclarant que la société sus-nommée n'est pas et n'a jamais été en état de faillite, de liquidation judiciaire ni de cessation de paiement, et n'a jamais introduit auprès du Tribunal de Commerce de demande en homologation de règlement amiable. 8 mars 1943.

1943

Correspondance de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » au Greffier du Tribunal de Commerce de la Seine demandant la délivrance de cette attestation en date du 5 octobre 1942.

1942

Assemblée générale « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 15 mars 1943 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- texte d'une insertion, dans le *Journal Spécial des Sociétés Françaises par Actions*, de l'article 10 des statuts : « démission, décès ou incapacité légale d'un ou des associés gérants ». 17 mars 1943.

1943

Augmentation de capital social en date du 15 mars 1943 :

- correspondance d'avril 1943 entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie », l'Association Professionnelle des Banques (A.P.B.) et la Commission de Contrôle des Banques (C.C.B.) concernant l'augmentation de capital
- correspondance de la Maison avec la Caisse des Dépôts et Consignations
- note interne SCHLUMBERGER.

1943

Procuration pour dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce. 22 mars 1943.

1943

Pouvoir de M. Georges SCHLUMBERGER en vue de se faire représenter à toutes assemblées de « MM. SCHLUMBERGER & Cie ». 10 mai 1943.

1943

Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et Me POISSON concernant les actes relatifs à la formation de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » ainsi qu'aux transformations et modifications postérieures. Mai 1943.

1943

Dépôt des statuts de la société « MM. SCHLUMBERGER & Cie » établis par Me POISSON en date du 6 juillet 1943.

1943

Dépôt des statuts de la société « MM. SCHLUMBERGER & Cie », actes modificatifs, procès-verbaux d'assemblées générales et pièces de publicité établis par Me POISSON en date du 6 juillet 1943 (3 exemplaires).

1943

Correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et Me POISSON concernant le dépôt des statuts et des actes modificatifs de la société. Octobre 1943.

1943

Assemblée générale « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 15 juin 1944 : feuille de présence et procès-verbal des délibérations.

1944

Réquisition d'une voiture :

- correspondance entre la Marine Nationale et « MM. SCHLUMBERGER & Cie » concernant une demande d'indemnité pour la voiture réquisitionnée à Clairac le 14 août 1944.
- correspondance entre le Ministre des Forces Armées et la Maison concernant le règlement de l'indemnité de réquisition. 26 février et 5 avril 1948.
- attestation de réquisition de la Marine Nationale. 30 janvier 1945.
- correspondance de l'Association Professionnelle des Banques. 16 décembre 1944.

1944

Assemblée générale « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 6 décembre 1944 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- modification des statuts sociaux
- liste des banques et agents de change auxquels sont adressés les documents justificatifs de la transformation de la société « MM. SCHLUMBERGER & Cie » en société anonyme (3 janvier 1945)
- notes de frais de Me POISSON concernant le dépôt du procès-verbal de l'assemblée (26 février 1945)
- correspondance avec le *Journal Spécial des Sociétés Françaises par Actions*. 14 décembre 1944.

1944

Documents concernant la transformation de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » en Société Anonyme suite à l'A.G. du 6 décembre 1944 ; correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et :

- les P.T.T. concernant les comptes courants postaux de Paris, Lyon et Toulouse entre le 19 janvier et le 3 octobre 1945.
- la Banque de France. 28 décembre 1944.
- la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de Titres entre le 26 décembre 1944 et le 9 janvier 1945.
- la Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial. 15 janvier 1945.
- la Banque de Paris et des Pays-Bas entre le 18 et le 23 janvier 1945.
- le Crédit Industriel de Normandie entre le 6 et le 10 février 1945.
- « MM. SAINT-OLIVE, CAMBEFORT & Cie » entre le 29 janvier et le 13 février 1945.
- « MM. MORGAN & Cie » entre le 8 janvier et le 14 mars 1945.
- la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial entre le 27 avril et le 2 mai 1945.
- le Receveur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre. 30 décembre 1944.
- le Contrôleur des Contributions Directes. 9 janvier 1945.
- diverses banques. 11 janvier 1945.
- diverses personnes physiques. 12 janvier 1945.
- Me POISSON concernant l'envoi d'un certificat du Greffe du Tribunal de Commerce et d'un exemplaire du Journal d'Annonces Légales. 21 et 22 mars 1946.
- notes entre le 17 janvier et le 16 mars 1945.

1944-1946

#### 144 AQ 45 (suite)

Procurations Coffres diverses. 1944-1945.

- Caisse Générale de la Banque de France du 30 décembre 1944 au 3 janvier 1945.
- Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel à Lyon du 19 février au 3 avril 1945.
- Crédit Lyonnais du 16 mai 1944 au 8 février 1945.
- Banque GUILHOT à Tonneins. 19-21 février 1945.
- Banque de France à Lyon. 19 février 1945.
- Banque de France à Marmande. 21 février 1945.
- Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque. 19 février 1945.
- Procuration générale pour toutes les banques. 18 janvier 1944.

**1944-1945**

Réquisition de machines à écrire SCHLUMBERGER :

- correspondance de la Maison SCHLUMBERGER avec la Radiodiffusion Française, l'Association Professionnelle des Banques, l'Intendance des Réquisitions et le Ministère de la Guerre entre le 25 janvier 1945 et le 22 février 1946.
- certificat de prise en charge suivant ordre de réquisition n°10494 du 12 mars 1945.

**1945-1946**

Correspondance entre l'A.P.E.E.F. (Association Professionnelle des Entreprises et Etablissements Financiers) et SCHLUMBERGER & Cie concernant l'enregistrement de la société dans la catégorie des entreprises ou personnes visées par l'article n°1 de la loi du 14 juin 1941 ainsi que par le règlement du droit d'entrée. 5-9 février 1945.

**1945**

Réquisition des locaux de la rue de la Charité :

- mémoires de M. LABASSE des 12 juillet 1945 et 6 juin 1946.
- envoi à la mairie du 2<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon d'une attestation de M. Rémy SCHLUMBERGER concernant sa démobilisation de l'Armée. 21 janvier 1946.
- correspondance entre la société NOVEL et la Maison SCHLUMBERGER. 8 et 15 novembre 1945.
- note de M. LABASSE à M. Roger VIDART. 6 novembre 1945.
- notes de M. VIDART. 9 et 10 juillet 1945.

**1945-1946**

Impôt de Solidarité Nationale (Ordonnance du 15 août 1945) :

- correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER et Cie » (1945-1946) avec les sociétés suivantes : Aciéries du Nord, Société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage, l'Union, le Phénix, Société de produits chimiques et d'engrais d'AUBY.
- correspondance avec la Direction Générale de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

**1945-1946**

Courrier de novembre 1945 au Groupement Financier Privé confirmant que « MM. SCHLUMBERGER & Cie » conserve la qualité de Banque jusqu'au 2 février 1946.

**1945**

Perte d'un certificat de souscription « Ville de Paris » entre le 9 janvier et le 142 février 1946 :

- correspondance de « MM. SCHLUMBERGER et Cie » avec Me POISSON et ME BERNARD, huissier.
- décharge notariée en cas de perte de certificat de souscription.

**1946**

Lettre de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à M. R. LAYTON de Londres concernant leurs partenaires au 5 avril 1940 (MM. Maurice SCHLUMBERGER, André ISTEEL et Louis NOYER). 23 mai 1946.

**1946**

#### 144 AQ 45 (suite)

Assemblée générale ordinaire « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 6 juin 1946 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- rapport du Commissaire aux Comptes
- bilan et compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1945
- correspondance de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » entre le 21 mai et le 12 juin 1946 avec :
  - Archives Commerciales de France
  - M. Georges GAZARETH
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
  - M. l'Inspecteur des Contributions Directes
- note au Service Titres concernant la demande d'un certificat d'immobilisation de 490 actions « SCHLUMBERGER & Cie » de MM. Henri COSTA de BEAUREGARD et Frédéric CRUSE.

1946

Correspondances diverses entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie », Me POISSON et « MUIR BEDALL MISE and Co. » relatives à la police d'assurance n°228544 (transformation de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » en Société Anonyme) entre le 12 septembre et le 17 décembre 1945.

1945

Assurance-Vie sur la tête de M. Maurice SCHLUMBERGER. 30 octobre, 18 novembre 1946.

- police « La Paternelle-Vie » n°228544
- police « Le Patrimoine » n°99466

1946

Patente de 1946 :

- avertissement de la Ville de Lyon -article 36311 du Rôle supplémentaire mis en recouvrement le 30 novembre 1946.
- correspondance de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » avec le Directeur des Contributions de Lyon concernant l'article 36311 du Rôle supplémentaire émis le 30 novembre 1946.

1946

Litige concernant la prorogation du bail de la rue du Bât d'Argent en 1946.

- bail de la rue du Bât d'Argent du 10 novembre 1943.
- lettre de Mme Veuve ROYER-TROCCON « MM. SCHLUMBERGER & Cie » donnant congé pour la fin mars 1947.
- acte de Me Pierre MOINECOURT, huissier : requête de « MM. SCHLUMBERGER & Cie ». 6 décembre 1946.
- acte de Me Pierre-Léon ZIMMERMANN, huissier : requête de Mme Yvonne ROYER-TROCCON. 23 décembre 1946.
- notes de M. PETITIER entre le 6 décembre 1946 et le 24 décembre 1948.
- notes de M. LABASSE entre décembre 1946 et le 12 janvier 1950.
- lettres de Me TROCCON à « MM. SCHLUMBERGER & Cie » entre le 30 décembre 1946 et le 17 mars 1948.
- lettres de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à Me TROCCON entre le 11 janvier et le 4 novembre 1947.
- enquête confidentielle à Saint-Etienne par un détective privé pour l'affaire ROYER/TROCCON. 10 janvier 1947.
- enquête confidentielle à La Tour du Pin par un détective privé pour l'affaire ROYER/TROCCON. 23 janvier 1947.
- lettre de Me TROCCON à Me FIOT. 28 octobre 1947.
- lettre de Me LOUVET, avoué, à M. PETITIER. 17 avril 1947.
- lettre de Me FIOT à M. LABASSE entre le 4 juin 1947 et le 19 octobre 1948.
- convocation de « SCHLUMBERGER & Cie » par le Greffier du Tribunal de Première Instance de Lyon – 4<sup>ème</sup> Chambre, le 4 juin 1947, aux fins de statuer dans une instance de loyer contre ROYER/TROCCON. 18 mai 1947.
- lettre de Me Léopold ROUX, avocat, à « MM. SCHLUMBERGER & Cie ». 29 novembre 1947.
- conclusions de SCHLUMBERGER et Cie contre Mme Veuve ROYER.

## 144 AQ 45 (fin)

- Litige concernant la prorogation du bail de la rue du Bât d'Argent en 1946 (suite).
- conclusions en réponse contre SCHLUMBERGER et Cie.
  - conclusions additionnelles et en réponse contre Mme Veuve ROYER.
  - note de M. CALVETI. 9 janvier 1948.
  - notification de demande d'indemnisation en faveur de Mme Veuve ROYER. 13 janvier 1948.
  - compte-rendu d'audiences publiques de la 1<sup>ère</sup> Chambre du Tribunal Civil de Lyon. 27 février 1948.
  - note du Ministère de la Justice pour M. le Chef de Cabinet de M. le Garde des Sceaux. 22 décembre 1948.
  - note de M. LABASSE sur la fin de l'affaire ROYER/TROCCON. 12 janvier 1950.

**1943-1950**

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 26 juin 1947 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Commissaire aux Comptes
- rapport du Conseil d'Administration
- liste des porteurs d'actions de la société
- correspondance de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » entre le 10 juin et le 8 juillet 1947 avec :
  - Archives Commerciales de France
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
  - M. l'Inspecteur des Contributions Directes
  - M. Pierre GIROD.

**1947**

Correspondance de la Direction de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre de la Seine à « MM. SCHLUMBERGER & Cie » concernant l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées. Titres en dépôt sous dossier de « MM. MORGAN & Cie ». 17 septembre 1947.

**1947**

Bail de la rue Taitbout à Paris :

- situation des locations et sous-locations S. & Cie et N. & Cie au 16 octobre 1947.
- correspondance entre « MM. SCHLUMBERGER & Cie » et le Contrôleur de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre concernant le relevé des baux n°153 – Sommier des droits de bail n°J/799. 25 octobre 1945.

**1945-1947**

Correspondance entre SCHLUMBERGER & Cie et Me BERNARD, huissier, relative à la régularisation d'un renouvellement de bail. Juin 1948.

**1948**

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 19 juillet 1948 :

- feuille de présence
- copie de la convocation à l'AG
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Commissaire aux Comptes
- bilan au 31 décembre 1947
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 2 juillet et le 10 août 1948 avec :
  - Archives Commerciales de France
  - M. Gaston THIBAULT
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
  - M. l'Inspecteur des Contributions Directes
  - M. Pierre GIROD .

**1948**

**144 AQ 46**

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 28 juin 1949 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- rapport du Commissaire aux Comptes
- bilan au 31 décembre 1948
- liste des porteurs d'actions SCHLUMBERGER et Cie au 21 juin 1949
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 23 mai et le 30 juin 1949 avec :
  - M. Gaston THIBAUT
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
  - M. l'Inspecteur des Contributions Directes
  - M. Louis MONNIER
  - M. Pierre GIROD.

**1949**

Autorisation concernant l'augmentation de capital social à 50.000.000 francs :

- correspondance entre le Ministère des Finances (Affaires Economiques et Direction du Crédit) et « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 16 et le 28 novembre 1949.
- correspondance entre « SCHLUMBERGER & Cie » et l'A.P.E.E.F. entre le 15 et le 30 novembre 1949.

**1949**

Augmentation de capital social et transfert du siège social du n°1 rue Taitbout au n°12 place de la Bourse : correspondance entre « SCHLUMBERGER & Cie » et l'A.P.E.E.F. entre le 10 novembre 1949 et le 28 janvier 1950.

**1949-1950**

Extrait du registre des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration SCHLUMBERGER du 8 novembre 1949 et du 22 novembre 1949.

**1949**

Assemblée générale extraordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 2 décembre 1949 :

- feuille de présence
- rapport du Conseil d'Administration
- extrait du registre des procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 décembre 1949 (sur timbre)
- mémorandum du Service Contentieux concernant l'augmentation de capital social. 2 décembre 1949.
- tableau de l'augmentation de capital de 34.000.000 Frs (répartition de 18.000 actions nouvelles).
- tableau de l'augmentation de capital de 34.000.000 Frs (répartition de 68.000 actions nouvelles).
- pouvoir des ayants-droit à la succession de M. le Baron de NEUFLIZE donné à M. Henri COSTA de BEAUREGARD. 30 novembre 1949.
- bilan au 30 juin 1949.
- récépissé des actions bloquées en garantie de gestion d'administrateur.
- imprimés de demande d'attribution gratuite d'actions nouvelles.
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 9 et le 23 décembre 1949 avec :
  - Archives Commerciales de France
  - M. Gaston THIBAUT
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
  - M. l'Inspecteur des Contributions Directes
  - Le Crédit Lyonnais.
- notes des 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1949.
- statuts sociaux modifiés.

**1949**

Liste des signatures autorisées « SCHLUMBERGER & Cie » déposées à la mairie et au commissariat du 2<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. 15 janvier 1950.

**1950**

#### 144 AQ 46 (suite)

Extrait du registre des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration SCHLUMBERGER. 6 mars 1950.

1950

Assemblée générale extraordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 14 avril 1950 :

- feuille de présence
- pouvoir de M. Henri COSTA de BEAUREGARD (exécuteur testamentaire de la succession de M. le Baron de NEUFLIZE) sur timbre
- pouvoir de M. Henri COSTA de BEAUREGARD (sur timbre)
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 14 et le 17 avril 1950 avec :
  - Me POISSON
  - M. Gaston THIBault
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
- notes du Service Contentieux du 14 avril 1950.
- statuts sociaux modifiés.

1950

Augmentation de capital social à 51.500.000 francs :

- note pour le conseil notarié concernant la modification des statuts sociaux
- liste des souscriptions et des versements – émission de 1500 actions nouvelles de F. 1.000 chacune
- deux lettres de M. FREPPEL à «MM. de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie » concernant des virements aux comptes de MM. Louis MONNIER et Jacques de NEUFLIZE et à celui de la Succession de M. le Baron de NEUFLIZE
- bulletins de souscription à l'augmentation de capital social de F. 1.500.000
- correspondance entre « SCHLUMBERGER & Cie » et Me POISSON entre le 18 et le 20 septembre 1950 relative à la note des déboursés et honoraires dus à l'étude.
- note M. CAILLAT du 10 mai 1950
- imprimés CONVESION – TRANSFERT – REMBOURSEMENT.

1950

Autorisation concernant l'augmentation de capital social à 51.500.000 francs :

- lettre de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à l'A.P.E.E.F. 9 mars 1950.
- lettre de l'A.P.E.E.F. à « MM. SCHLUMBERGER & Cie ». 17 mars 1950.
- lettre de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » à l'A.P.E.E.F. 23 mai 1950.

1949

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 21 mars 1950 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- pouvoir de M. COSTA de BEAUREGARD (exécuteur testamentaire de la succession de M. le Baron de NEUFLIZE), avec timbre
- pouvoir de M. COSTA de BEAUREGARD, avec timbre)
- tableau des actionnaires relatif à l'augmentation de capital (3 actions nouvelles pour 100 anciennes)
- récépissé des actions en garantie de gestion d'administrateur
- notes pour M. Pierre GIROD ; pour M. DALEGRE (cession de droits – souscriptions) du 16 mars 1950 ; pour M. COSTA de BEAUREGARD du 10 mars 1950
- lettre de M. COSTA de BEAUREGARD à « MM. de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER et Cie » (année 1950)
- acte de garantie de dépôt d'une somme de F. 1.500.000 fait en l'étude de Me POISSON, le 13 avril 1950.

1950

#### 144 AQ 46 (suite)

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 13 juin 1950 :

- feuille de présence
- copie de la convocation à l'AG
- résolutions
- rapport du Conseil d'Administration
- rapports du Commissaire aux Comptes
- bilan et compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1949
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 25 mai et le 28 juin 1950 avec :
  - Archives Commerciales de France
  - M. Gaston THIBAULT
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
  - M. l'Inspecteur des Contributions Directes
  - M. Louis MONNIER
  - M. Pierre GIROD
- réserve légale.

1950

Note interne du 1<sup>er</sup> janvier 1951 rappelant les modifications apportées au capital de « MM. SCHLUMBERGER & Cie » par les Assemblées générales extraordinaires des 2 décembre 1949 et 14 avril 1950.

1951

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 29 mai 1951 :

- feuille de présence
- récépissé des actions bloquées en garantie de gestion des Administrateurs
- liste des Administrateurs en fonction
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- rapports du Commissaire aux Comptes
- bilan au 31 décembre 1950
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 11 mai 1951 et le 16 mai 1952 avec :
  - Archives Commerciales de France
  - Banque de Paris et des Pays Bas
  - Ministère des Finances
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau

1951

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 4 juin 1952 :

- feuille de présence
- ordre du jour
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- rapports du Commissaire aux Comptes
- bilan et compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1951
- liste des titres SCHLUMBERGER & Cie
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 20 mai et le 9 juillet 1952 avec :
  - Archives Commerciales de France
  - Société Générale
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
- note pour M. BREVIER (27 mai 1952)

1952

Note de M. VIDART concernant la cession de deux voitures SCHLUMBERGER & Cie à MM. Rémy SCHLUMBERGER et Roger VIDART. 13 juin 1952.

1952

Liste des signatures autorisées « MM. SCHLUMBERGER & Cie ». Août 1952.

1952

## 144 AQ 46 (fin)

Assemblée générale extraordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 5 novembre 1952 :

- feuille de présence
- extrait du registre des procès-verbaux des délibérations
- note sur la modification des statuts
- liste des actionnaires SCHLUMBERGER & Cie
- texte définitif des statuts sociaux
- pouvoirs donnés entre le 28 octobre et 3 novembre 1952
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 28 octobre et le 18 décembre 1952 avec :
  - A.P.E.E.F.
  - M. Henri NOYER
- Notes de Maurice SCHLUMBERGER, Frédéric CRUSE, Roger VIDART et Rémy SCHLUMBERGER entre le 4 octobre et le 1<sup>er</sup> décembre 1952.

1952

Imputation de la taxe proportionnelle déjà payée sur les revenus de valeurs mobilières (exercice 1952).

1952

Conseil d'Administration du 15 avril 1953 :

- ordre du jour
- liste des membres dont le mandat viendra à expiration entre 1953 et 1956
- procès-verbal de séance
- note pour M. Rémy SCHLUMBERGER. 10 avril 1953.
- lettre de M. SCHLUMBERGER au Président du Conseil d'Administration. 9 avril 1953.

1953

Note pour le dossier « MM. SCHLUMBERGER & Cie » du 22 avril 1953 concernant l'Organisation Professionnelle :

- comptes rendus d'assemblées des Etablissements Financiers constitués sous forme de sociétés par actions
- modifications aux situations des Etablissements financiers.

1953

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 18 mai 1953 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- rapports du Commissaire aux Comptes
- liste des membres du Conseil d'Administration
- bilan au 31 décembre 1952
- compte de Pertes et Profits de l'année 1952
- liste des postes d'Administrateurs détenus par SCHLUMBERGER & Cie
- projets de résolutions
- récépissé d'actions bloquées en garantie de gestion d'Administrateur
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 25 avril et le 18 juin 1953 avec :
  - M. Gaston THIBAUT
  - M. Jean-Louis de NEUFLIZE
  - Mme Bernard KIENER
  - Société Générale
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
- pouvoirs entre le 13 et le 16 mai 1953.

1953

## 144 AQ 47

Société Auxiliaire d'Etudes :

- bilan au 30 juin 1953
- relevé du portefeuille-titres au 30 juin 1953.

1953

## 144 AQ 47 (suite)

Tableau de répartition du capital « N.S. » des actions SCHLUMBERGER & Cie et de la Rente 3 ½ % de 1952. 9 décembre 1953.

1953

Note du 14 décembre 1953 « Incorporation de Réserves – Nominal des actions nouvelles » (Article 2 du Décret du 30 octobre 1948).

1953

Note de M. BURDIN du Service Contentieux à M. Rémy SCHLUMBERGER relative à la préparation d'un Conseil d'Administration pour le 15 janvier 1954, ainsi que les documents nécessaires à l'augmentation de capital social SCHLUMBERGER & Cie. 31 décembre 1953.

1953

Note du Service Contentieux sur les Etablissements Financiers. 15 janvier 1954.

1954

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 16 février 1954 :

- feuille de présence
- rapport du Conseil d'Administration
- rapports du Commissaire aux Comptes
- résolutions
- bilan au 31 décembre 1953
- Compte de Pertes et Profits de l'année 1953
- procès-verbal des délibérations
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 31 janvier et le 24 mars 1954 avec :
  - M. Gaston THIBAULT
  - Banque de Paris et des Pays Bas
  - Société Générale.

1954

Assemblée générale extraordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 16 février 1954 :

- feuille de présence
- extrait du registre des procès-verbaux des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- résolutions
- répartition du capital social
- pouvoirs du 8 février 1954
- note à M. CAVAGNE du 16 mars 1954
- note à M. BOCHORY du 17 février 1954
- note à M. BREVIER du 17 février 1954
- note du Service Contentieux au Service des Coupons du 17 février 1954
- note du Service Contentieux à divers destinataires du 16 février 1954
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 5 janvier et le 21 avril 1954 avec :
  - Banque de France
  - A.P.E.E.F.
  - M. Louis NOYER
  - M. Henri NOYER
  - Mme la Baronne de NEUFLIZE
  - M. Lucien MENAGE
  - le Crédit Lyonnais
  - les Archives Commerciales
  - M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
  - M. l'Inspecteur des Contributions Directes
  - M. Philippe CRUSE.

1954

## 144 AQ 47 (suite)

Assemblée générale àrdinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 9 mai 1955 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- rapports du Commissaire aux Comptes
- correspondance de M. THIBAULT sur la vérification des comptes. 3 mai 1955.
- bilan au 31 décembre 1954
- pouvoirs donnés entre le 27 et le 30 avril 1955
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 26 avril et le 1<sup>er</sup> août 1955 avec :

- M. Henri NOYER
- Mme la Baronne de NEUFLIZE
- M. Lucien MENAGE
- M. Gaston THIBAULT
- M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
- M. l'Inspecteur des Contributions Directes
- la Société Générale
- l'A.P.E.E.F.

1955

Attestations de MM. Bernard MONNIER, Christian MONNIER et Louis NOYER à « MM. de NEUFLIZE, SCHLUMBERGER & Cie » leur conférant la faculté d'acquérir à tout moment les actions dont ils sont propriétaires. 17 mai 1955.

1955

Note pour le Conseil d'Administration du 2 août 1955.

1955

Assemblée générale extraordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 25 août 1955 :

- feuille de présence
- extrait du registre des procès-verbaux des délibérations de l'AG Extraordinaire (sur timbre)
- rapport du Conseil d'Administration
- note sur la transformation éventuelle de la S.A. SCHLUMBERGER en Société en Commandite Simple
- liste des visas du 28 septembre 1955
- pouvoirs donnés entre le 10 et le 18 août 1955
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » avec les Archives de France.

1955

Note du Service Contentieux à M. CAVAGNE du Service Etranger concernant la cession d'actions SCHLUMBERGER & Cie par MM. Louis NOYER et André ISTELE . 28 octobre 1955.

1955

Note pour M. Rémy SCHLUMBERGER concernant la transformation de la S.A. SCHLUMBERGER & Cie en Société en commandite simple. 13 janvier 1956.

1955

Note sur le Conseil d'Administration du 2 février 1956.

1956

## 144 AQ 47 (fin)

Assemblée générale ordinaire « SCHLUMBERGER & Cie » du 22 février 1956 :

- feuille de présence
- procès-verbal des délibérations
- rapport du Conseil d'Administration
- rapports du Commissaire aux Comptes
- bilan au 31 décembre 1955
- comptes des Profits et Pertes de l'année 1955
- situation comptable au 22 février 1956
- résolutions
- pouvoirs donnés entre le 15 et le 18 février 1956
- correspondance de « SCHLUMBERGER & Cie » entre le 20 février et le 9 avril 1956  
avec :

- M. Henri NOYER
- Mme la Baronne de NEUFLIZE
- M. Lucien MENAGE
- M. Louis NOYER
- M. le Receveur de l'Enregistrement du 15<sup>ème</sup> Bureau
- M. l'Inspecteur des Contributions Directes.

**1956**

Demande d'ouverture de compte courant SCHLUMBERGER de Bons du Trésor à la Banque de France.

**S. d.**

Correspondance entre M. Norman D. ZIFF (étudiant américain) et M. Maurice SCHLUMBERGER relative au portrait de François GUIZOT par Paul DELAROCHE.  
Décembre 1970 – février 1971.

**1970-1971**